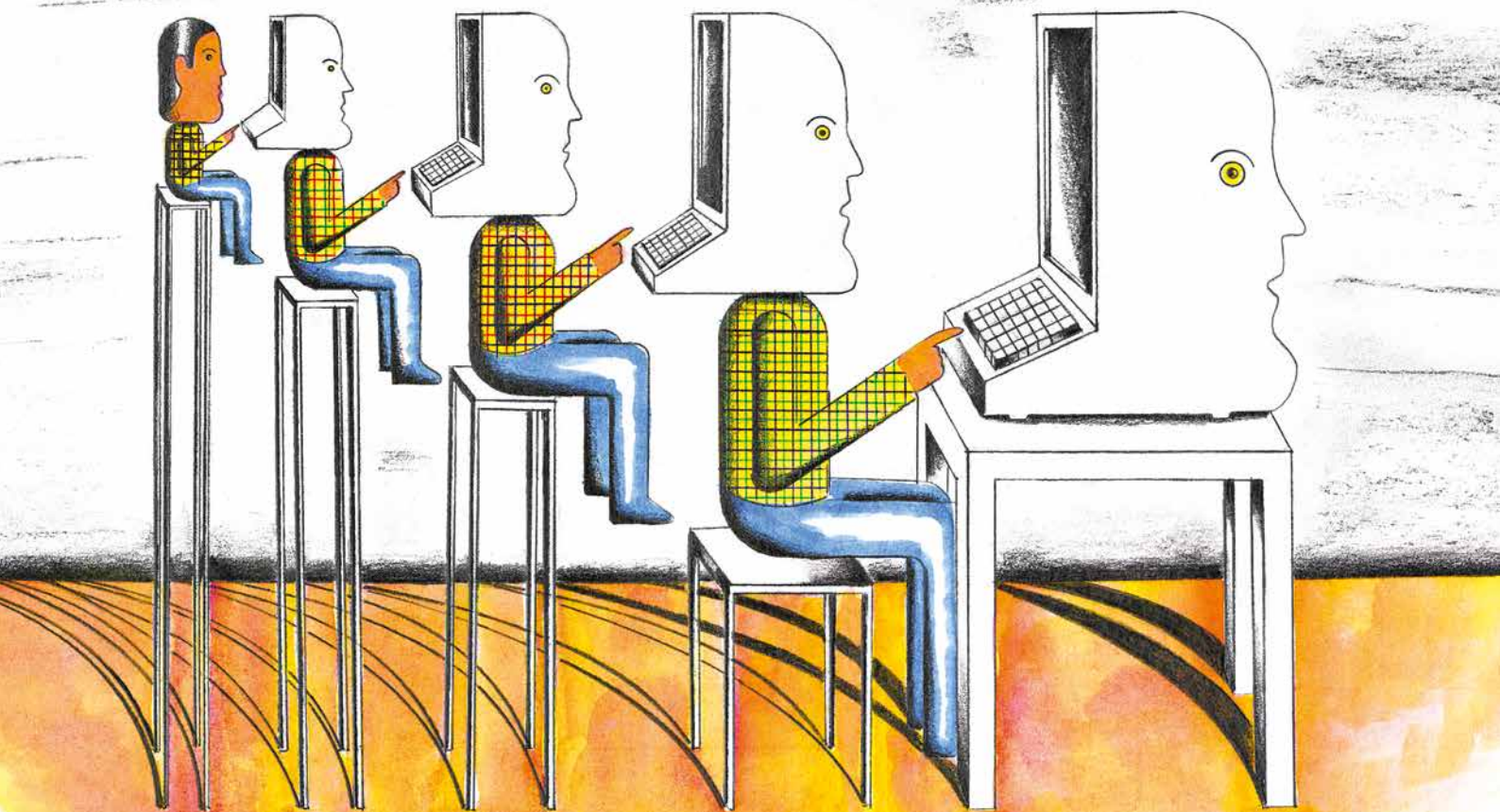


# « Sortir du vertige du artificiel »

Dépôt Bruxelles X  
P501050  
Périodique trimestriel  
Belgique - België  
P.P. - P.B.  
1099 Bruxelles  
BC 8507

CHANTIER p. 12

Enjeux politiques et  
sociaux des IA



agir par  
la culture  
#73

magazine politique & culturel  
printemps-été 2024 // gratuit

**Andrea Rea** p. 04

Un double standard pour les exilé·es

**Atelier Jeune fille en fleurs** p. 09

Jouer avec les règles

**En luttés et en chansons** p. 32

Chorale de femmes sans-papiers

# SOMMAIRE

4



## Pourparlers

ANDREA REA

« Il y a des exilé·es jugé·es plus légitimes que d'autres... »

8



## Sans transition

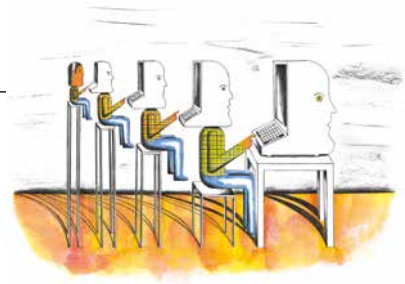
Ode à un bienfaiteur

9



## Reflets

Jouer avec les règles



## Chantier

### Sortir du vertige artificiel

14

IA, est-ce seulement souhaitable ?

17

JUAN SEBASTIAN CARBONELL

« Les IA déplacent le travail mais ne remplacent pas des emplois »

21

JONATHAN DURAND-FOLCO ET

JONATHAN MARTINEAU

Les logiques algorithmiques :  
au service du capital et contre  
la démocratie

24

Les IA rêvent-elles  
de patriarcat blanc ?

28

MATHIAS DELORI

Habsora :  
la guerre dopée à l'IA

Mouvement  
écosocialiste



Agir par la culture

#### Agir par la culture

www.agirparlaculture.be  
info@agirparlaculture.be  
Une publication de Présence  
et Action Culturelles asbl  
Rue Lambert Crickx, 5  
1070 Bruxelles – Belgique  
www.pac-g.be  
Tél: 02/545 79 11

#### ÉDITEUR·TRICES RESPONSABLES

Sarah de Liamchine &  
Denis Dargent

#### RÉDACTEUR EN CHEF

Aurelien Berthier  
aurelien.berthier@pac-g.be  
Tél: 02/545 77 65

#### ÉQUIPE RÉDACTIONNELLE

Julien Annart, Sabine Beaucamp,  
Claire Corniquet, Anne-Lise Cydzik,  
Denis Dargent, Sarah de  
Liamchine, Aurélie Ghalim,  
Marie-Eve Merckx, Geneviève  
Lequeux, Maco Méo, Marine  
Michel, Vanya Michel,

Jean-François Pontégnie,  
July Robert, Olivier Starquit  
& Pierre Vangilbergen

#### ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO

Valentine Bonomo, Daniel  
Bonvoisin, Juan Sebastian  
Carbonell, Matilda Delier,  
Mathias Delori, Marie-Noëlle  
Demoustiez, Marine Dessard,  
Jonathan Durand Folco,  
Stéphanie Gillet, Brieuc  
Guffens, Le Mouton numérique,

Sung Posier, Andrea Rea,  
Iréne Regnaud, Chloé Tran  
Phu, Jonathan Martineau &  
Xénia Maszowez

#### COUVERTURE

& ILLUSTRATIONS DU DOSSIER  
Simon Boillat  
www.instagram.com/6monboi2lat/

#### CONCEPTION GRAPHIQUE

& MISE EN PAGE  
Vanya Michel

31

**Amicalement Nord**  
Réimaginer le rôle de la culture

32



**FéminismeS**  
En luttes et en chansons

35

**Social**  
Fragilité numérique:  
des pistes pour résister

37

**Les pavés**  
Le neuf, l'ennemi du mieux ?

38

**Réverb'**  
Metal à conviction

39

**Popcorns**  
Nos chroniques culturelles

**N**otre pensée individuelle et collective est-elle encore libre et critique face à la déferlante numérique? Aujourd'hui, cinquante ans après que des scientifiques ou des écrivain·es en aient défini les contours – et les limites, déjà! –, serions-nous sur le point de nous abandonner corps et âmes aux charmes des Intelligences artificielles? Oui, très certainement. À moins que... Les contributeurs et contributrices de notre dossier – qu'iels en soient remercié·es – nous invitent à poser un autre regard sur la réalité (virtuelle) des IA. Sans le moindre accès de technophobie, nous vous livrons une analyse des décors et de leur envers: qui sont ces hommes et ces femmes des pays du sud, sous-payé·es, qui alimentent les algorithmes « auto-apprenants » dans les fermes de l'IA? Une Intelligence artificielle autonome et indépendante de toute action ou volonté humaine, est-elle possible à moyen terme? Les IA génératives répondent-elles à nos désirs, nos pulsions? Ou les anticipent-elles? Demain, mes allocations seront-elles calculées par une machine, sur base de critères qu'elle aura elle-même « pensés »?

**É  
D  
I  
T  
O**

Sachant que comme notre dossier l'illustre, les IA sont le reflet de la pensée humaine à instant T avec tous ses clichés et préjugés véhiculés et alimentés par la culture dominante, occidentale et capitaliste. L'intelligence par essence – artificielle ou humaine – n'est pas synonyme de valeurs progressistes, solidaires ou écosocialistes.

Autant de questions qui vous permettront de considérer sereinement un phénomène dont la relative expansion dépendra, demain, de notre vigilance citoyenne... ou de nos sourires béats.

Souriez, vous êtes ciblés !

**Sarah de Liamchine**  
**Denis Dargent**  
*Codirectrice·teur de PAC*



Lisez ici la version de l'édito  
général par ChatGPT

**DÉPÔT**  
Abderrahim El Achhab &  
Frank Roland

**ABONNEMENT**  
Sung Posier  
info@agirparlaculture.be  
Tél: 02/545 79 11

Pour recevoir *Agir par la culture* par la poste ou pour vous désinscrire de la liste d'envoi, rendez-vous sur le site [www.agirparlaculture.be](http://www.agirparlaculture.be) (abonnement gratuit pour la Belgique, frais de port payants hors de Belgique). Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée

à l'égard des traitements de données à caractère personnel ainsi qu'au Règlement européen pour la protection des données (RGPD), vous pouvez en permanence vous désabonner, consulter vos données, en demander la rectification en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Le contenu des articles n'engage que leur·s auteur·es. Tous les articles peuvent librement être reproduits à condition d'en mentionner la source. La rédaction laisse libre ses auteurs et autrices d'utiliser l'écriture épicienne ainsi que l'orthographe réformée de 1990 et d'expérimenter ces nouveaux modes d'écritures plus inclusifs.

Avec le soutien du Service Éducation permanente du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Loterie Nationale.



# « Il y a des exilé·es jugé·es plus légitimes que d'autres... »

Andrea Rea

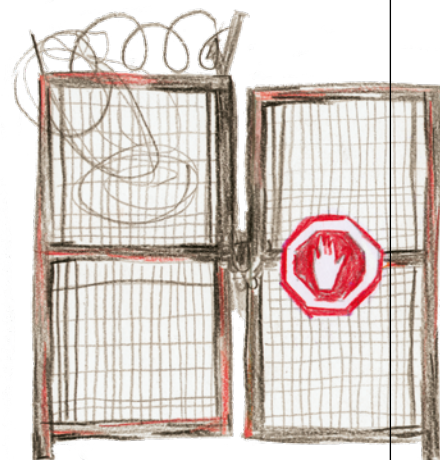


Illustration : VM

*Héberger des exilé·es* est une étude sociologique qui se penche sur deux situations semblables et pourtant bien distinctes, celle de l'accueil des exilé·es notamment en transit (originaires à l'époque de Somalie ou d'Érythrée) portée par la Plateforme citoyenne entre 2016 et 2019, et celle de 2022 lors de l'arrivée massive d'Ukrainien·nes fuyant leur pays suite à son invasion par les troupes russes. Une politique différenciée de l'accueil à laquelle se sont intéressé·es les trois auteur·ices de l'ouvrage sur base d'entretiens et d'un long travail de recherche et d'enquête. L'un d'entre eux, Andrea Rea, sociologue et spécialiste des phénomènes migratoires, répond à nos questions sur ce double standard d'hospitalité des exilé·es de la part des autorités.

PROPOS RECUEILLIS PAR JULY ROBERT

L'hospitalité est au cœur des questions migratoires d'autant plus lorsque la population civile s'implique dans l'hébergement des personnes qui arrivent sur un territoire. Elle est aussi au centre d'*Héberger les exilé-es*. Qu'elles fuient la guerre, un pays en proie aux dérèglements climatiques ou des menaces contre leur vie, les personnes exilées espèrent recevoir un accueil digne et humain. Nos gouvernements successifs parlent de crise de l'accueil, principalement depuis 2015 et l'arrivée d'exilé-es syrien-nes qui a entraîné une mobilisation citoyenne sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Petite précision sémantique, les auteur-ices ont choisi le terme « exilé-e » afin d'éviter de devoir distinguer les personnes en fonction du type de migration dans lequel elles s'inscrivent (politique, religieuse, économique, etc.). Le terme « exilé-e » sort de la catégorisation juridique.

**Avant toute chose, il nous semble intéressant d'avoir votre définition de l'hospitalité. Comment définissez-vous cet acte ?**

Nous avons repris la définition assez classique du don et du contre-don de l'anthropologue Marcel Mauss qu'il conceptualise dans son ouvrage *Essai sur le don*. Le don, c'est donner – recevoir – accepter de recevoir. Mais le don comporte aussi une dimension de contre-don ainsi qu'une dimension morale. À mon sens, le don n'est pas inconditionnel comme le dit Derrida, car la relation reste asymétrique. Celui-celle qui donne dispose d'un ascendant dans la relation qui se joue notamment sur la position que doit adopter la personne qui reçoit puisque l'asymétrie implique qu'elle doive redonner. Si on parle d'hospitalité, il faut accepter que la relation soit déséquilibrée. Et, me semble-t-il, c'est une des différences entre l'accueil pratiqué par les membres de la Plateforme et celui des citoyen-nes qui ont hébergé des Ukrainien-nes. Ces dernier-es ont été soutenu-es financièrement par une injonction politique et un financement public, contrairement aux personnes impliquées autour et au sein de la Plateforme.

**D'emblée se pose donc la différence entre l'hébergement tel que proposé par la Plateforme citoyenne et celui coordonné par le gouvernement dans le cas des exilé-es ukrainien-nes. Il ne s'agirait pas de la même hospitalité ?**

La Plateforme propose une forme d'hospitalité politique. D'une part, parce qu'elle est fondée sur un don de soi et, d'autre part, parce qu'elle constitue une forme de contestation politique. Dans le cas de l'accueil des exilé-es ukrainien-nes, il s'agit d'une hospitalité sous-traitée. Malgré le don des personnes qui les ont accueilli-es, elle s'inscrit dans le cadre d'une certaine forme d'injonction politique renforcée par un soutien public soit financier, soit administratif. Ce n'est donc pas la même chose.

**« Dans le cas de l'immigration, on est dans une forme de sous-traitance de la politique publique vers des organisations non gouvernementales ou des opérateurs privés marchands à qui on demande de mettre en œuvre des décisions politiques. »**

**Tout au long de l'ouvrage, vous parlez de logique marchande, d'organisation verticale, de sous-traitance pour qualifier l'hébergement des exilé-es ukrainien-nes. Qu'est-ce que cela implique par rapport à la politique de l'accueil et de l'hébergement citoyen ? Et d'ailleurs, peut-on encore le qualifier d'hébergement citoyen ?**

Peut-être faut-il distinguer deux niveaux d'analyse. Le premier concerne la dimension morale de l'hospitalité. Celle-ci n'est pas différente pour les personnes qui ont été coordonnées ou qui sont à l'intérieur de la Plateforme et celles qui ont accueilli des Ukrainien-nes. La différence réside dans la gestion publique. Lorsqu'on parle de sous-traitance, il s'agit d'une question politique. Aujourd'hui, les dirigeant-es prennent des décisions de gestion mais n'en donnent pas la prise en charge à des organismes ou services publics. Au contraire, ils font appel au marché pour solliciter des acteurs privés. Et on peut considérer que dans le cas de l'immigration, il y a de plus en plus de sous-traitance. Une forme de sous-traitance de la politique publique vers des organisations non gouvernementales ou des opérateurs privés marchands à qui on demande de mettre en œuvre des décisions politiques. C'est pour ça que nous utilisons tous ces termes en lien avec le marché, ils sont liés aujourd'hui au fait que des politiques publiques ne sont pas mises en œuvre par des services publics (lesquels ont été démantelés), mais par des opérateurs privés du secteur marchand et non-marchand. Et c'est important de voir la différence entre les deux. Caritas Catholica n'est pas un opérateur marchand, mais c'est un des opérateurs du retour volontaire, tandis que G4S est un opérateur marchand qui gère, par exemple, un centre d'accueil. Ainsi, en Belgique, parmi les opérateurs d'accueil des demandeur-euses d'asile, on a, notamment, un opérateur public, Fedasil, un opérateur privé non-marchand, la Croix Rouge, et un opérateur privé marchand, G4S.

**Vous parlez d'un traitement différencié entre les exilé-es de 2016-2019 et les Ukrainien-nes depuis 2022. Or, aujourd'hui, les lieux d'accueil qui ont été ouverts pour les Ukrainien-nes sont quasiment vides, notamment parce que ces personnes ont bénéficié du CPAS, d'aides à l'emploi, etc. On se rend compte que ce programme leur a remis le pied à l'étrier ici en Belgique. Cette question peut paraître naïve, mais pourquoi ne met-on pas ce principe en œuvre pour toutes les personnes exilé-es ?**

C'est une réflexion légitime. C'est d'abord une question de principe. Un-e exilé-e ukrainien-ne peut circuler sur le territoire européen puisqu'il a droit à la mobilité secondaire. Ce n'est pas le cas pour les autres demandeur-euses d'asile qui se voient appliquer la Convention de Dublin, leur interdisant une mobilité intraeuropéenne. En tant qu'Ukrainien-ne, il suffit de présenter sa carte d'identité pour être reconnu-e comme personne bénéficiant de la protection temporaire. Contrairement à un Somalien qui arrive et qui demande l'asile. Lui, il doit prouver qu'il est persécuté. Un-e exilé-e ukrainien-ne n'a pas cette charge de la preuve puisque la protection temporaire lui permet de bénéficier automatiquement de cette garantie. Dans la catégorisation même de l'exilé-e, on crée deux différences. Dans un cas, c'est un-e demandeur-euse d'asile qui doit prouver qu'il peut devenir réfugié-e, alors que dans l'autre, c'est un-e exilé-e qui, de par son identité même, bénéficie de la protection temporaire.

La deuxième chose qui les différencie, ce sont toutes les mesures sociales qui accompagnent la protection temporaire: aide sociale, accès au marché du travail, accès à la formation, soutien pour le logement. Ce qu'on a vu avec l'hébergement citoyen, c'est que ça a marché mais que ce n'est quand même pas la solution sur le temps long. Et concernant les Ukrainien-nes, comme iels ont le Revenu d'intégration sociale (RIS) et qu'iels commencent à avoir un taux d'emploi qui est assez élevé, iels rentrent sur le marché locatif. Iels disposent aujourd'hui majoritairement d'un hébergement qui est financé par leur travail ou par le RIS. On pourrait se dire que tout ça prouve qu'on est en capacité de pouvoir faire ça pour toutes les demandeur-euses d'asile... Oui, mais on ne le fait pas parce qu'on n'a pas de volonté politique de le faire pour les autres. Est-ce une question de moyens financiers? On pourrait en douter quand on regarde le budget que l'UE injecte, pas simplement pour la guerre en Ukraine et son soutien aux Ukrainien-nes contre les Russes, mais aussi pour la politique d'accueil des 4,5 millions de personnes qui ont été déplacées. On a vu que l'UE dispose des moyens financiers. Toute la question revient, encore une fois, au fait qu'il y a des exilé-es qui sont jugé-es plus légitimes que d'autres...



Andrea Rea, Antoine Roblain, Julia Hertault, Héberger des exilé-es - Initiatives citoyennes et hospitalité, ULB, 2023

**À la lecture de votre ouvrage, on réalise combien la dimension genrée est importante lorsqu'on parle de migration.**

De manière généralisée, dans la migration, le soupçon concernant la légitimité de la raison pour laquelle un individu est là se porte davantage sur les hommes que sur les femmes. Il s'agit ici aussi de la dimension paternaliste, patriarcale de notre société de la femme vulnérable qu'il faut soutenir ou qu'il faut sauver. Et cela a un impact sur l'accueil des Ukrainien-nes, qui sont majoritairement des Ukrainiennes. À l'inverse, les autres exilé-es sont surtout des hommes. Et cela engendre une situation des plus catastrophiques puisque le gouvernement a décidé de ne pas enregistrer les demandes d'asile des hommes seuls. Cela démontre encore une fois qu'ils sont considérés comme des dangers qui méritent même que les autorités n'appliquent pas la loi à laquelle elles sont soumises, non-application pour laquelle elles sont condamnées par des tribunaux. Par contre, elles développent toute une politique de soutien pour les femmes seules ou avec enfants.

**Cette dimension genrée, on la retrouve aussi chez les hébergeur-euses, comment cela s'explique-t-il ?**

Tendanciellement, la dimension de l'hospitalité est plus marquée par les femmes et là, cela touche au *care*. On retrouve la formation historique de la production de la disposition de la féminité basée sur le principe de «prendre soin d'autrui avant de prendre soin de soi-même», une maxime qui construit la société patriarcale et la féminité dans une vision androcentrée. C'est une première raison. Une deuxième raison est la proximité de la profession car ce sont principalement les femmes qui occupent les postes de travailleuse sociale, infirmière, médecin, avocate, membre d'association, etc. Et puis il y a toute une question qui est liée à ce qu'on appelle dans les mouvements sociaux, la «disponibilité biographique». Ce sont, pour une part, des femmes plus âgées, qui sont veuves ou séparées, et en quête de lien. C'est donc pour ça qu'il y a une proportion importante, surtout autour de la Plateforme, de femmes. Et puis il faut noter que quand on dit que ce sont majoritairement des femmes, ce sont surtout des femmes qui ont plus de 40 ans. Ces éléments expliquent la surreprésentation des femmes, qu'il s'agisse de l'engagement via la Plateforme citoyenne ou dans l'accueil des personnes ukrainiennes.

**Vous évoquez l'institutionnalisation du double standard en matière de protection internationale. Cette notion mérite d'être expliquée, qu'est-ce que cela veut dire ?**

« Ce qui est en train d'être mis en œuvre, c'est une politique de non-accueil, à l'exclusion des exilé-es ukrainien-nes pour lesquelles il y a un statut singulier spécifique. »

On peut considérer qu'historiquement, qu'il s'agisse de la loi existante avec la Convention de Genève et le Protocole de New York d'une part et l'application des directives européennes et de la loi belge d'autre part, il existe déjà des traitements différenciés en fonction du pays d'origine des personnes en exil. Une personne qui vient du Maroc, indépendamment des raisons qu'elle mobilise, a peu de chances de recevoir l'asile. Inversement, quand la Syrie était dans l'état dans lequel elle était (état dont l'Europe n'est pas exempte de toute responsabilité), le taux de reconnaissance pour les personnes venant de ce pays était plus élevé. Donc on voit bien que le différentiel dans le taux de reconnaissance des demandes d'asile qui sont introduites varie en fonction de la manière dont on analyse la situation dans le pays à ce moment-là. On peut considérer que ce n'est pas un double standard, mais il y a bien des traitements différenciés dans les demandes d'asile, dont une des variables porte en réalité sur le pays d'origine à un moment donné, parce que ce n'est pas stable dans le temps.

C'est l'utilisation de la directive sur la protection temporaire qui crée le double standard. Il est important de se souvenir qu'elle a été créée en 2001 lors de la guerre au Kosovo lorsqu'il a été question de créer un statut particulier pour les Kosovars. Elle n'a jamais été utilisée, même s'il avait été question qu'elle le soit en 2015 à l'égard des Syrien-nes. Le Parlement européen l'avait refusé à l'époque. Elle a donc été mise en application pour la première fois au début de la guerre en Ukraine, et ce que cela raconte n'est pas anodin. En effet, on voit que pour les États européens, même s'il y a encore des variations importantes entre pays européens, il y a des exilé-es qui sont plus légitimes que d'autres. Les moyens attribués sont tout à fait différents.

On voit bien qu'on est en train de rentrer dans une logique où le droit d'asile, qui était très ouvert malgré tout, même s'il était sélectif, est de plus en plus restrictif. On attribue un statut d'exceptionnalité avec la protection temporaire pour les Ukrainien-nes, et en même temps, le droit à la protection internationale qui est ouvert à tout le monde. Toutefois, il est de plus en plus différencié à l'intérieur en raison de taux de reconnaissance de réfugié-es très différenciés selon la nationalité.

**Pour conclure, qu'est-ce que l'hébergement citoyen tel qu'il a été mis en place soit par l'État, soit par la Plateforme, dit de nos politiques publiques ?**

Si on veut le dire de manière très radicale, on peut affirmer qu'aujourd'hui, il y a un déplacement de la politique d'accueil des exilé-es vers une politique de non-accueil des exilé-es. Il s'agit d'une lame de fond. Ce qui est en train d'être mis en œuvre, c'est une politique de non-accueil, à l'exclusion des exilé-es ukrainien-nes pour lesquelles il y a un statut singulier spécifique. Qu'est-ce que ça nous dit ? Que l'État n'assume pas. Or, c'est de la responsabilité de l'État d'assurer la politique de l'accueil des exilé-es et pas de la sous-traiter auprès des citoyen-nes. Qu'il s'agisse de citoyen-nes qui considèrent qu'il faut lutter contre la non-application de la loi par le gouvernement en accueillant des demandeuses d'asile qui ne sont pas enregistrées par le gouvernement ou qui accueillent des exilé-es ukrainien-nes parce qu'on leur demande de le faire.

De ce point de vue-là, cela nous enseigne que nous sommes dans une politique de non-accueil de plus en plus forte dont la variable d'ajustement sont les citoyen-nes à qui l'on fait appel quand il y a des mouvements migratoires trop élevés et que les services publics n'arrivent pas à suivre. C'est faux de dire qu'il n'y a pas de places, aujourd'hui, en Belgique comme l'affirme la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration Nicole de Moor. Si on avait appliqué, comme dans d'autres périodes historiques, le plan de répartition qui consiste à répartir sur toutes les communes des demandeuses d'asile, il n'y aurait plus aujourd'hui de situation de crise. Il y a donc une rigidification de la politique de l'accueil qui se définit de plus en plus comme politique de non-accueil et qui mobilise des citoyen-nes quand elle n'arrive pas à appliquer sa propre politique.

La question se pose véritablement quant à savoir si les citoyen-nes doivent héberger et palier ces manquements politiques. Je pense que quand iels voient la situation d'hyperprécarité dans laquelle se trouve un certain nombre de ces exilé-es, iels le font par attitude morale et politique, mais que fondamentalement, c'est un défaut de l'État.

# ODE À UN BIENFAITEUR

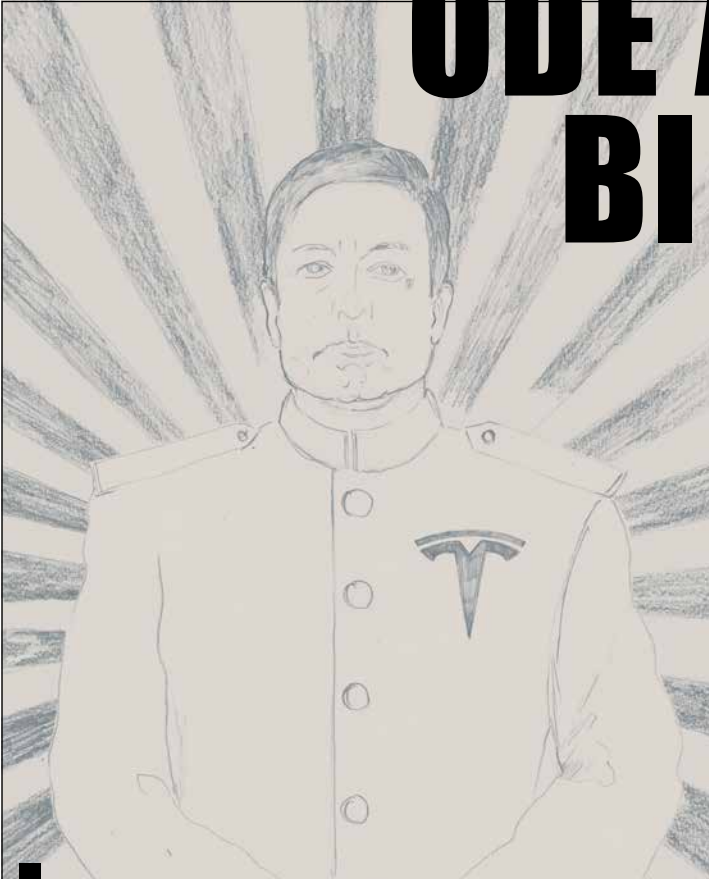


Illustration : VM

Il n'y a plus que les imbéciles qui l'ignorent : le réchauffement de la Terre cause un certain dérèglement climatique. Plus moyen de savoir quand planter ses choux, plus moyen de savoir s'il fera beau quand j'irai prendre un peu l'air en Thaïlande ou pour mon trek au Maroc. Ou s'il y aura de la neige à Aspen. Va-t'en vivre dans des conditions pareilles.

J'sais pas vous, mais moi ça m'agace. Et ce d'autant qu'il y a des solutions et que, si les gens se conduisaient un peu convenablement, on pourrait limiter les dégâts. C'est ce qu'a très bien compris Elon Musk, ce Bienfaiteur – souvent mal compris hélas – de l'Humanité.

Ça fait un paquet d'années déjà (20 ans pour être précis) qu'il a vu que le petit machin qui s'appelait encore « Tesla Motors » pourrait devenir une vraie solution d'avenir : un visionnaire, un génie, je vous dis. Même s'il savait qu'il fallait bien commencer par du haut de gamme (le Roadster) – ça s'appelle le ruissellement ! – il a toujours dit que l'objectif à long terme de Tesla était de créer des véhicules électriques abordables pour le marché de masse.

D'ailleurs le Roadster (qui ressemble vachement à une voiture de sport : de 0 à 100 km/h en 3,9 secondes, avec une vitesse de pointe à 201 km/h) a été abandonné. Non sans d'ailleurs qu'un exemplaire ait été mis en orbite autour du soleil, entre la Terre et Mars. Il a le sens du durable, Elon. Après le Roadster : le « Model S », qui coûtait encore bonbon certes, mais qui indiquait la direction : sécurité –

autonomie – famille : tout-en-un ! Elon le dit, elle a obtenu la meilleure note de sécurité jamais attribuée ! Question voyage, des recharges ultrarapides sont prévues et enfin y'a de la place dans la bagnole, on peut maintenant voyager avec les gniards.

On a l'air de rigoler mais, en juin 2015, trois ans après la livraison du premier véhicule, les propriétaires de la voiture ont parcouru plus d'un milliard et demi de kilomètres en mode totalement électrique : une économie d'un demi-million de tonnes de CO<sub>2</sub>. Ça a l'air de rien à côté des 40,9 milliards de tonnes émises en 2023, mais sacré nom, cessez de grommeler bande de vieillards ringards, c'est un fameux début ! Et il faut bien se rendre compte que cette marche héroïque ne s'est pas faite sans sacrifices : au deuxième trimestre 2015, Tesla connaissait une perte nette de 184 millions de dollars.

Pour ne pas trop en faire, on serait tenté de passer sous silence la philanthropie de Tesla. On ne citera donc qu'un exemple : en 2017, l'entreprise aide des zones se remettant de catastrophes, en particulier en installant des systèmes de production photovoltaïque et de stockage pour rétablir l'électricité dans un hôpital, après le passage de l'ouragan Maria. Les mauvaises langues ne manquent pas de susurrer que, tiens, justement, le photovoltaïque et le stockage font partie des activités d'Elon. Et alors ? On ne peut pas donner ce qu'on n'a pas, n'est-ce pas ?

Puis, enfin, vint le Model 3, destiné au marché de masse et qui figure sur la liste des voitures électriques rechargeables les plus vendues au monde pour l'année 2018. Depuis les affaires se portent plutôt bien, avec des hauts et bas bien sûr : la Bourse ne comprend pas toujours bien ce qui est bon pour le climat. C'est pas pour dire, mais c'est comme les pauvres, dont on sait, ainsi que Coluche l'avait brillamment expliqué, qu'ils ont mauvais goût – faut avouer : quelle idée d'aller habiter dans une HLM. Eh ben les pauvres, ils roulent encore dans de vieilles caisses pourries qui te polluent tout. Faudrait bien choisir : y'a des Tesla, les gars !

Moi, j'ai plus qu'une chose à dire : vas-y Elon, ne les écoute pas tous ces gens qui te font des procès, te critiquent pour des incidents soi-disant racistes dans tes usines et le prix du bonheur climatique : t'es sur le bon chemin ! Et certains le savent bien, qui t'accordent un patrimoine de 182 et des poussières de milliards de dollars : « tu le vaux bien », comme on dit chez Bettencourt.

PAR JEAN-FRANÇOIS PONTÉGNIE



# Atelier

## « Jeune fille en fleurs »



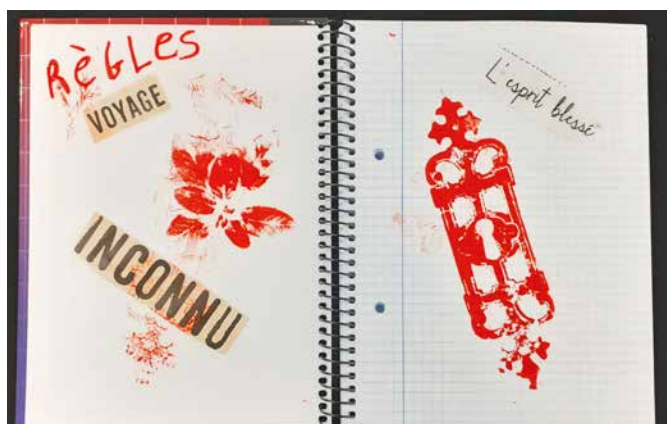
Aborder la question des règles par un biais à la fois artistique, esthétique et politique, voilà l'objectif de l'atelier « Jeune fille en fleurs » animé par l'artiste et poétesse écoféministe montoise Xénia Maszowez. Organisé par le Centre culturel de Quaregnon et la régionale PAC de Mons-Borinage, cet atelier a pris place dans le cycle « Cultivons les nuances » qui « prône une sexualité égalitaire et renversante ». Comme le pointe l'animatrice-artiste, les règles sont souvent vécues et renvoyées à quelque chose d'intime et d'individuel, de peu discuté dans la sphère publique, ni même entre femmes. Cet atelier a pu être l'occasion d'échanger sur ce qu'elles représentaient pour chacune. Et de rappeler que c'était aussi une question politique.

Rigoler de l'humeur des femmes pendant ses règles, qui peut effectivement être très impactée, ça peut être marrant si tu es un mec qui n'a pas de règles. Mais pour une femme, ce n'est pas forcément très drôle. On peut en effet avoir un syndrome prémenstruel très perturbant physiquement mais aussi psychologiquement. Ça peut même aller jusqu'à des états dépressifs ou suicidaires. « Bois mes règles » et « Suce mon Tampax », sont des répliques un peu provocatrices et drôles qu'on peut lancer quand on se fait moquer, juste histoire de voir la tête du blagueur changer.

PHOTOS ET TEXTES : XÉNIA MASZOWEZ

Jouer avec les règles

Notre question de départ, c'était celle des premières règles. Chacune a pu se raconter. Comparer comment on les avait vécues. Comment cet événement avait influencé nos vies. Comment notre histoire de femme s'était construite autour de ça. Dans la vie d'une femme, quelque part, c'est toujours un problème. Quand tu les attends pour être comme les autres filles. Le jour où tu les as pour la première fois. Puis chaque mois ensuite. Et enfin le jour où tu ne les as plus lorsque vient la ménopause...



En mettant la couleur du sang au centre de beaucoup de nos œuvres - même si ce n'est pas du vrai sang, nous voulions affirmer haut et fort que non, le sang des règles n'est pas bleu! Contrairement à ce qu'on a longtemps pu voir dans les pubs pour les protections hygiéniques, il est bel et bien rouge!

On voulait aussi insuffler l'idée qu'on pouvait faire quelque chose de beau sur les règles alors même qu'elles sont encore souvent considérées comme quelque chose de tabou et de sale comme avec ces impressions végétales, de plantes sur des protège-slips.



■ [instagram.com/xeniamaszowez](https://www.instagram.com/xeniamaszowez)



Le ton des discussions permettait de s'exprimer de manière un peu moins policée et polie que d'habitude, de se lâcher. Il y a des trucs dans les productions qui étaient assez drôles, assez cash. Ici une tête de squelette avec une espèce de cordon Tampax entre les dents ou encore ce message ironique «la fête de la moule»! On a beaucoup ri!

Les règles sont aussi une question politique puisque des choses pourraient être mises en place collectivement pour faciliter la vie des femmes. La question d'un congé menstruel comme cela se fait en Espagne depuis peu est une piste à creuser sérieusement dans le milieu du travail. Car beaucoup de femmes souffrent terriblement pendant leurs règles. Elles doivent souvent le cacher à leurs employeurs et collègues. Et certaines vont travailler alors qu'elles sont dans un état pas possible de douleur et de détresse. Cela n'est pas assez pris en compte dans le monde du travail.

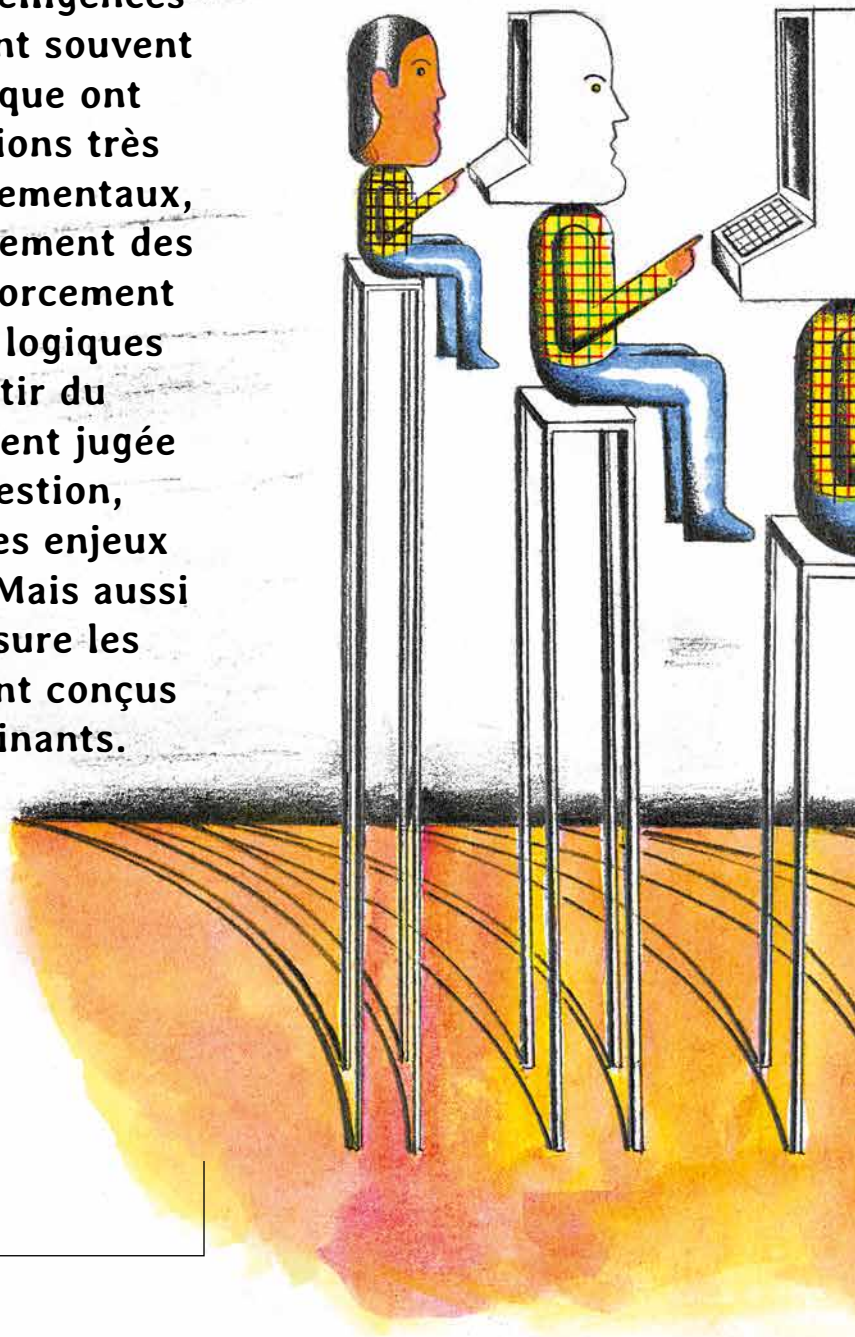


Chaque femme faisait ce qu'elle voulait dans son carnet. Il y avait du matériel d'imprimerie, des plantes que les participantes et moi avions ramenées, des protèges slip, des cahiers... on pouvait faire du collage. Mais au-delà des œuvres, c'était aussi l'occasion de discuter librement entre femmes, dans un environnement de confiance d'un sujet peu abordé publiquement.



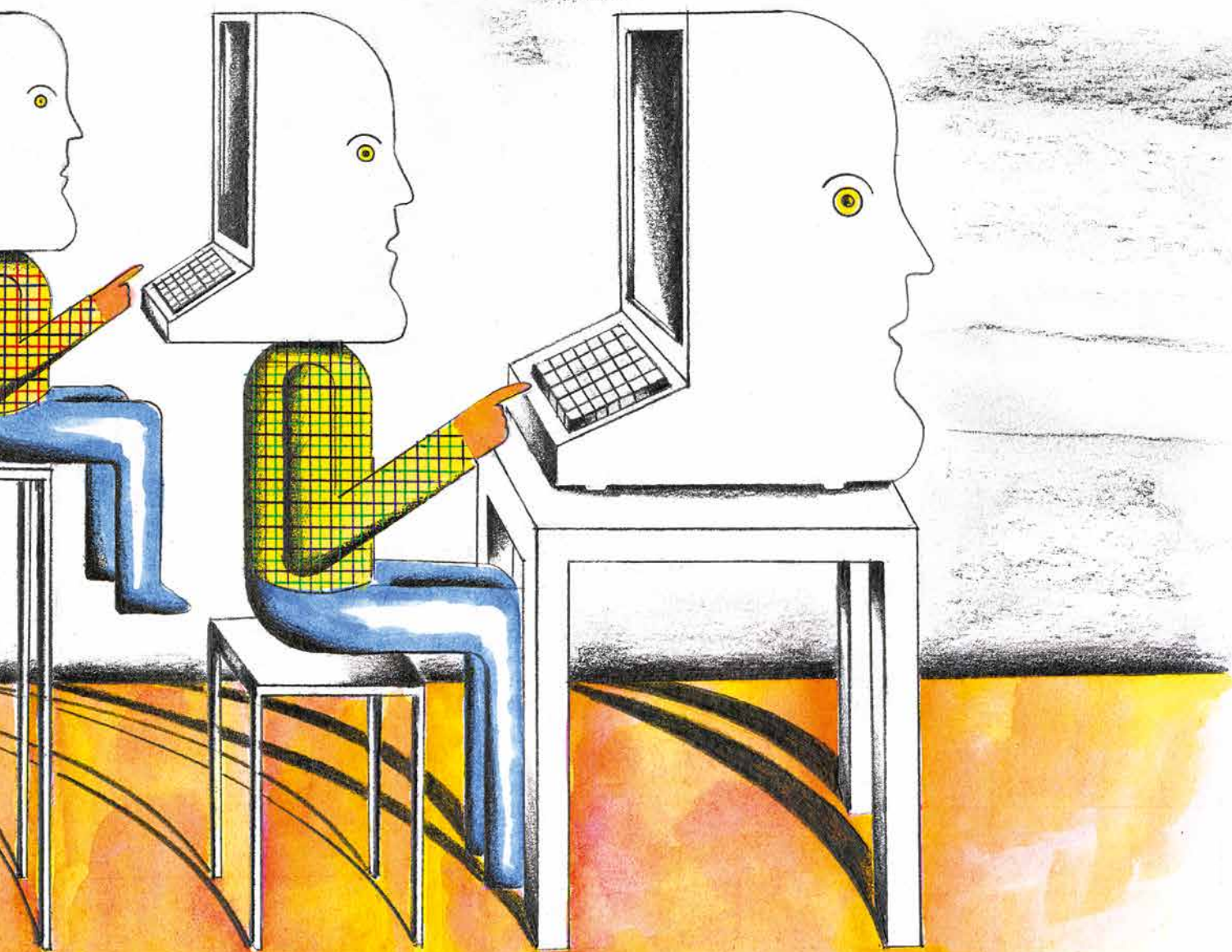
# « Sortir du vertige

Les discours actuels sur les intelligences artificielles (IA) qui les réduisent souvent à une simple question technique ont tendance à évacuer des questions très politiques: dommages environnementaux, prolétarisation du travail, effritement des processus démocratiques, renforcement des inégalités sociales par les logiques des algorithmes... Pour sortir du vertige d'une technologie souvent jugée magique et repolitiser la question, il faut non seulement cerner les enjeux sociaux et écologiques des IA. Mais aussi se demander dans quelle mesure les systèmes d'IA sont actuellement conçus pour servir les intérêts dominants.



Chantier coordonné par Aurélien Berthier  
Illustrations (sauf mentions contraires): Simon Boillat  
[www.instagram.com/6monboi2lat/](http://www.instagram.com/6monboi2lat/)

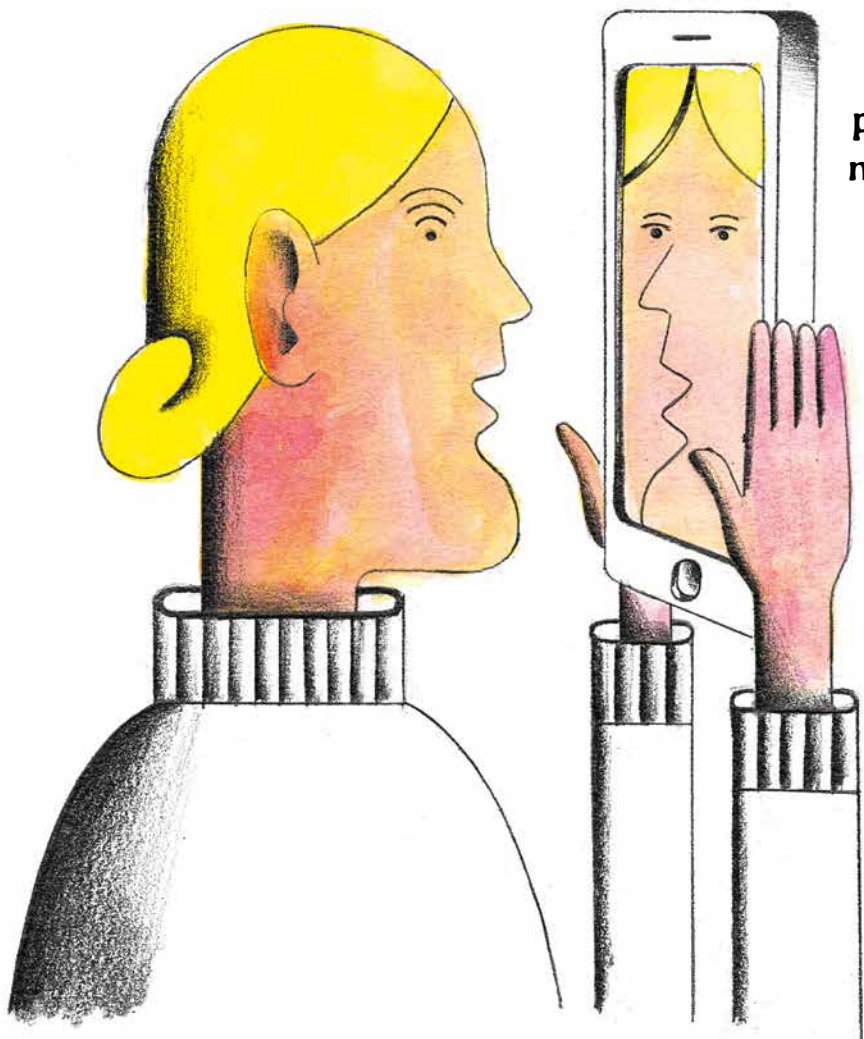
# artificiel »



# IA, est-ce seulement souhaitable ?

PAR LE MOUTON NUMÉRIQUE\*

Pleine de promesses ou porteuse d'inquiétudes, l'Intelligence Artificielle (IA) est sur toutes les lèvres et ne cesse d'envahir les titres des journaux. Mais derrière les vagues de spéculation, elle incarne surtout le prolongement d'un capitalisme numérique qui pousse toujours plus loin l'exploitation écologique et humaine.



**D**émarré dans les années 1950, le développement de l'IA connaît un essor inédit depuis la fin des années 2010. En générant une quantité massive de données, la numérisation grandissante de nos activités a engendré le développement d'une nouvelle génération d'algorithmes autoapprenants (« Machine Learning ») aux applications multiples : reconnaissance faciale, assistants connectés, logistique automatisée, etc. Forte de ces évolutions, l'IA devient un outil d'analyse et d'aide à la décision miracle qui s'insère peu à peu dans tous les aspects de notre société. À écouter ses promoteurs, elle serait une source de solution inépuisable pour résoudre nos problèmes – santé, dérèglement climatique, éducation, insécurité – avec de nouveaux métiers, de nouvelles compétences et surtout, une nouvelle croissance. Les recherches et

\*Collectif de réflexion technocritique -  
mouton-numerique.org

investissements sur son développement sont plus que jamais au cœur des jeux de compétition qui régissent les rapports de force internationaux: de l'extraction des matières premières, en passant par la conception des systèmes en laboratoire au déploiement de ses applications militaires ou commerciales.

Cependant, dans un monde dicté par une géopolitique capitaliste et impérialiste, cette course à l'IA s'appuie sur un système d'exploitation humain et matériel aux conséquences dramatiques. Comme l'affirme la chercheuse Kate Crawford dans son livre *Contre-Atlas de l'Intelligence Artificielle*<sup>2</sup>: «L'IA n'est ni artificielle, ni intelligente». Elle est conçue pour «servir les intérêts des dominants» en formant une «industrie extractive» qui exploite ressources, travailleurs et données. Et ce au détriment des droits humains autant que de l'environnement.

## **INTELLIGENCE «ARTIFICIELLE», EXPLOITATION «RÉELLE»**

Sous les apparentes optimisations et automatisations de nos activités, les coulisses de l'IA se révèlent en effet bien moins réjouissantes. À commencer par les microtravailleurs qui lui permettent de fonctionner. Si les IA prétendent assister les êtres humains, l'inverse est tout aussi vrai. Loin d'être le seul fruit d'ingénieurs occidentaux et surdiplômés, elle doit aussi son existence à des millions de petites mains humaines chargées d'alimenter, assister et entraîner ses algorithmes au quotidien. Un travail invisibilisé, sous-payé, et fait de microtâches ultrarépétitives: détourner, classer, étiqueter des images, ou bien retranscrire des textes, des vocaux, etc. Surnommés «les annotateurs de données», ces personnes proviennent en majorité des pays du Sud global (Inde, Pakistan, Sénégal, Kenya, Philippines, Venezuela) et travaillent pour quelques centimes ou quelques dollars de la tâche. Derrière leur écran, ils effectuent leurs missions depuis chez eux via des plateformes en ligne ou bien parqués dans des centres géants. Ils travaillent pour le compte de multinationales de la tech ou de start-ups de l'IA. À l'instar de l'entreprise américaine Presto Automation qui s'est récemment fait épingle pour ses discours trompeurs. À la tête d'un service

**«Loin d'être le seul fruit d'ingénieurs occidentaux et surdiplômés, l'IA doit aussi son existence à des millions de petites mains humaines chargées d'alimenter, assister et entraîner ses algorithmes au quotidien.»**

de traitement de commande vocale pour la restauration supposé entièrement automatisé, cette dernière a été contrainte d'avouer qu'elle employait des «agents hors site» dans des pays comme les Philippines pour intervenir dans 70% des interactions avec les clients...

Pendant que certains algorithmes s'appuient sur de la main-d'œuvre bon marché, d'autres aspirent allègrement les publications mises à disposition sur la toile. D'autant plus avec l'arrivée d'IA générative permettant de créer des textes, images, sons ou vidéos à la demande. Pour produire, des outils comme ChatGPT (générateur de texte) ou Midjourney (générateur d'image) se servent des contenus disséminés sur le web qu'ils traitent et ressortent différemment. Médias, artistes, auteurs, chercheurs se retrouvent susceptibles de voir leurs travaux pillés et réutilisés à leur insu. Ainsi, le New York Times a récemment attaqué en justice la société Open AI, les créateurs de ChatGPT, en l'accusant d'exploiter gratuitement les productions du journal pour nourrir ses robots. Dans la même lignée, des artistes commencent à utiliser des outils informatiques pour «empoisonner» leurs œuvres avant de les publier sur internet pour les rendre inexploitable par les IA.

## **INSOUTENABILITÉ ÉCOLOGIQUE**

L'omniprésence de l'IA se révèle tout aussi vorace sur le plan des ressources: extraction des matières premières, consommation d'eau, d'énergie... Elle s'inscrit dans un monde numérique dont les impacts croissants mettent déjà en péril nombre de territoires et populations à travers le

monde. Rien qu'en France, si l'on ne fait rien, l'empreinte carbone du numérique risque de tripler d'ici 2050<sup>2</sup>, bien loin des objectifs de l'Accord de Paris. En outre, les récentes études d'impact sur l'IA, conjuguées aux prédictions de l'industrie, dressent un tableau vertigineux.

La nouvelle demande en énergie engendrée par le développement de l'IA équivaut déjà aujourd'hui à la consommation de petits pays. En 2027 elle atteindrait l'usage annuel de pays comme l'Argentine, les Pays-Bas ou la Suède<sup>3</sup>. Les centres de données, maillon principal nécessaire à l'entraînement et au calcul des modèles, en sont les premiers touchés. Le déploiement massif des IA les oblige à repenser entièrement leur fonctionnement. La raison: l'IA fonctionne sur des processeurs différents que ceux initialement utilisés par les datacenters. Si bien que Meta (la maison mère de Facebook et Instagram) doit interrompre la construction de ses nouveaux centres de données pour y intégrer l'IA. Alors que les gains d'efficacité des datacenters ont permis jusqu'à présent de relativement contenir l'explosion de leur consommation énergétique, l'ensemble des feuilles de route des constructeurs présentent aujourd'hui une augmentation conséquente et fulgurante de leur puissance. Les géants doivent tripler d'ici à six ans leur capacité de calcul et de stockage. Google, Microsoft et Amazon ont prévu d'augmenter de 50% leurs investissements dans le matériel et les infrastructures cloud sur les trois ans qui viennent. Nvidia, principal fournisseur des processeurs dédiés à l'IA, prévoit de multiplier sa puissance globale par 275 tous les deux ans contre huit, depuis dix ans.

Outre le fait de devoir changer le matériel (et donc d'augmenter la pression sur les réserves de terres rares) et d'augmenter les consommations électriques, ces supercalculateurs nécessitent d'énormes quantités d'eau pour être refroidis. L'explosion de l'IA générative est d'ailleurs à l'origine d'importants pics de consommation chez les géants de la tech. C'est ce que révèle une enquête publiée par l'Associated Press<sup>4</sup> en septembre dernier. Elle indique que les rapports environnementaux de Microsoft et Google pointent respectivement une augmentation de 34% (l'équivalent de 2500 piscines olympiques) et 20% de leur consommation entre 2021 et 2022. Une croissance «*qu'il est juste d'attribuer majoritairement à l'augmentation de l'IA*» déclare le chercheur interrogé pour l'enquête Shaolin Ren, co-auteur de l'étude «*Making AI less thirsty*»<sup>5</sup>. Et en ces temps de crise climatique où les périodes de sécheresses se multiplient, cette consommation accrue inquiète. En Espagne, en Uruguay, aux Pays-Bas, aux États-Unis, partout dans le monde, des tensions émergent dans les collectivités qui voient leur approvisionnement menacé.

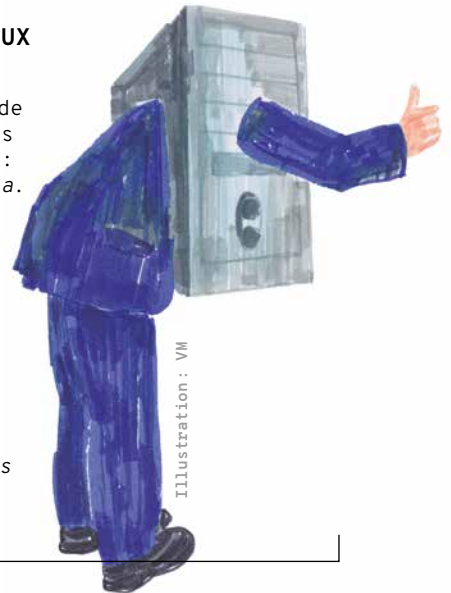
## DISCRIMINATION, SURVEILLANCE ET CYBERVIOLENCE : UN ACCROISSEMENT GÉNÉRALISÉ DES VIOLENCES ?

Si le fonctionnement matériel de l'IA soulève de sérieux problèmes, il en est de même pour ses applications. Son intégration dans divers domaines – judiciaire, médical, social, culturel – conduit à de graves dérives dont les exemples ces dernières années foisonnent : atteintes à la vie privée, discriminations sexistes et racistes, désinformation et fabrication de fake news, surveillance des populations ou encore exploitation des travailleurs. Depuis le lancement de ChatGPT en novembre 2022, les débats reprennent de plus belle.

Pour ne citer que quelques exemples. Aux États-Unis, l'utilisation par la police de logiciel de reconnaissance faciale connue pour ses biais racistes a entraîné plusieurs arrestations «*par erreur*» de personnes noires. La dernière en date, Porcha Woodruff, une femme vivant à Detroit

## D'AUTRES ARTICLES SUR LES ENJEUX DES IA À LIRE EN LIGNE

Les versions longues des articles de ce chantier et de nombreuses autres contributions sont à retrouver ici : [www.agirparlaculture.be/chantiers/ia](http://www.agirparlaculture.be/chantiers/ia). De l'imaginaire des IA, renvoyant à l'esclavage, avec le philosophe Tyler Reigeluth à une exploration des fameux «*biais algorithmiques*» par le chercheur en communication Arnaud Claes. De l'analyse des reconfigurations par l'IA des rapports Nord-Sud par Cédric Leterme (Gresea) au creusement de la démocratie prise dans un «*capitalisme sous stéroïdes algorithmiques*» dont témoigne la philosophe Antoinette Rouvroy.



ayant passé 11 heures au commissariat alors qu'elle était enceinte de huit mois. En France, la dématérialisation des services sociaux de la CAF (Caisse d'Allocations Familiales) et la mise en place d'algorithmes de notation des allocataires fragilisent l'accès aux droits des personnes les plus vulnérables. L'automatisation, l'opacité et la simplification des traitements algorithmiques étant incompatibles avec la complexité et la précarité des situations en jeu.

Le Mouton Numérique, notre collectif de réflexion technocritique, a d'ailleurs signé une lettre ouverte<sup>6</sup> avec une trentaine d'associations afin d'alerter sur le problème. Toujours en France, l'arrivée des Jeux Olympiques en 2024, a permis la légalisation d'expérimentation de vidéo-surveillance assistée par IA. Un dispositif «*inquiétant*» selon Amnesty International qui menace la «*liberté d'expression*» et favorise une surveillance «*disproportionnée de l'espace public*». Enfin, l'IA générative et la génération croissante de «*deepfakes*» (contenus vidéo ou audio truqués à l'aide de l'IA) font craindre un accroissement de la désinformation ou des cyberviolences. Les femmes notamment deviennent la cible de détournements pornographiques. Comme la chanteuse Taylor Swift lorsque de fausses images à caractère sexuel la mettant en scène ont déferlé sur le réseau X. Ou encore ces adolescentes en Espagne victimes de photos trafiquées par l'IA les faisant apparaître complètement dénudées.

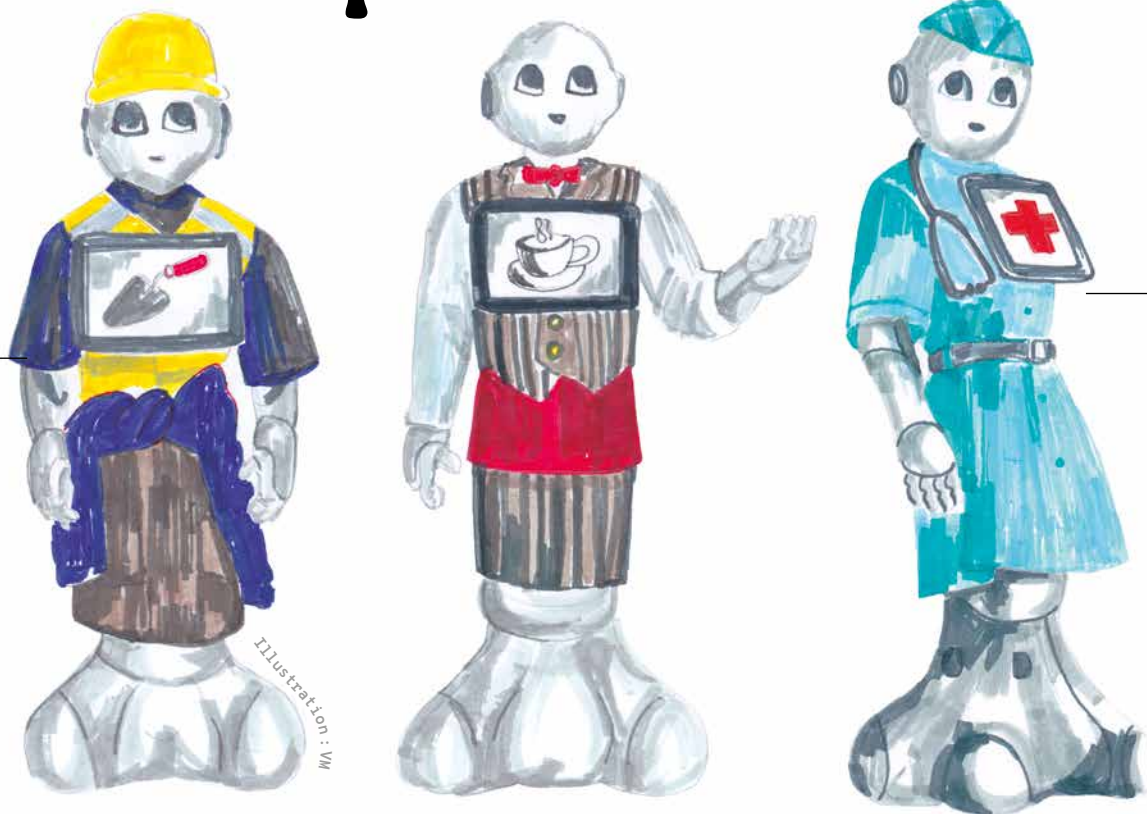
La généralisation de l'intelligence artificielle ne fait qu'exacerber les violences déjà à l'œuvre. Ces dérives ne sont pas de simples «*défauts*» qu'il suffirait de surpasser ou de corriger. Elles invitent plutôt à repenser profondément la société dans laquelle l'IA s'insère et à lui résister face au futur qu'elle aide à faire advenir. Un avenir, ni soutenable écologiquement, ni souhaitable socialement.

1. Kate Crawford, *Contre-Atlas de l'Intelligence Artificielle*, Zulma, 2022.
2. Étude ADEME-Arcep sur l'empreinte environnementale du numérique en France en 2020, 2030 et 2050 [www.arcep.fr/la-regulation/grands-dossiers-thematiques-transverses/lempreinte-environnementale-du-numerique/etude-ademe-arcep-empreinte-environnemental-numerique-2020-2030-2050.html](http://www.arcep.fr/la-regulation/grands-dossiers-thematiques-transverses/lempreinte-environnementale-du-numerique/etude-ademe-arcep-empreinte-environnemental-numerique-2020-2030-2050.html)
3. Alex de Vries, «*The growing energy footprint of artificial intelligence*» 10/10/2023 [www.cell.com/joule/abstract/S2542-4351\(23\)00365-3](http://www.cell.com/joule/abstract/S2542-4351(23)00365-3)
4. Matt O'Brien & Hannah Fingerhut, «*Artificial intelligence technology behind ChatGPT was built in Iowa-with a lot of water*», APNews, 9/9/2023 <https://apnews.com/article/chatgpt-gpt4-iowa-ai-water-consumption-microsoft-f551fe98083d17a7e8d904f8be822c4>
5. Shaolin Ren et coll., «*Making AI Less "Thirsty": Uncovering and Addressing the Secret Water Footprint of AI Models*» <https://arxiv.org/pdf/2304.03271.pdf>
6. À consulter sur : <https://changerdecap.net/caf-lettre-a-gabriel-attal/>



# « Les IA déplacent le travail mais ne remplacent pas des emplois »

JUAN SEBASTIAN CARBONELL



PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

Selon de nombreux discours politiques et médiatiques, les promesses des intelligences artificielles (IA), s'ajoutant aux autres outils visant à automatiser le travail, n'annonceraient rien de moins que la fin du travail et la destruction de la plupart des emplois à moyen terme. Le sociologue du travail et des relations professionnelles Juan Sebastian Carbonell, qui développe ses recherches à partir du point de vue du monde du travail, bat en brèche dans *Le futur du travail* ce scénario. Les IA, les robots, les machines ne remplacent en effet jamais complètement les travailleur·euses. Mais leur introduction modifie en revanche profondément les conditions dans lesquelles leur activité s'exerce. Souvent dans le sens d'une dégradation.

**De nombreux discours nous promettent un futur pour ainsi dire sans travail. Est-ce que les systèmes d'IA vont faire disparaître le travail et nous piquer nos emplois ?**

Non, il n'y aura pas de suppression massive d'emplois en raison de l'arrivée de nouvelles technologies. Des expressions telles que « chômage technologique » contribuent à la confusion entre deux choses qu'il est important de dissocier, à savoir l'emploi et le travail. Car un travail est composé d'un ensemble de tâches. Les nouvelles technologies ne remplacent pas l'ensemble des tâches, mais seulement certaines d'entre elles. Ce qui n'est pas sans provoquer des effets sur les métiers et les conditions de travail. Je préfère donc toujours parler de déplacement, et non de substitution dans le cas des nouvelles technologies.

La vague de discours sur l'IA et ses effets sur le travail me paraît dans ce cadre constituer la énième vague d'une panique morale qui revient régulièrement depuis que le capitalisme existe. Les discours sur la fin du travail ont en effet commencé dès l'introduction des premières machines dans les usines. L'IA est une technologie comme les autres mais avec des enjeux spécifiques. Il faut dédramatiser la question et rappeler que l'IA modifie le travail de la même façon que la robotique, les ordinateurs, le numérique, ou bien même les premières machines à vapeur, l'ont fait avant elle.

**Vous pointez dans votre livre que les discours mainstream sur l'automatisation et les IA adoptent le plus souvent le point de vue des ingénieur-es et des managers, presque jamais celui des travailleur-es. Quels impacts sur le travail on constate quand on observe l'automatisation en entreprise et en usine du point de vue du monde du travail ?**

Je me suis demandé quels étaient potentiellement les effets des nouvelles technologies sur le travail au-delà de la question de l'emploi. C'est-à-dire d'aller au-delà de la dimension quantitative en termes de postes perdus ou créés pour s'intéresser davantage aux enjeux qualitatifs : qu'est-ce que ça fait au travail et aux conditions dans lesquelles il est réalisé ? J'ai abouti à quatre conséquences.

D'une part, effectivement, une part de substitution, c'est-à-dire la disparition de certaines tâches. Les nouvelles technologies *déplacent* le travail (mais ne remplacent pas des emplois).

Ensuite, ces nouvelles technologies provoquent des dynamiques de déqualification ou de qualification du travail. Certains (souvent) sont perdants et voient leur emploi dégradé, tandis que d'autres (parfois) y gagnent au change.

**« L'IA est une technologie comme les autres mais avec des enjeux spécifiques. »**

Puis, il y a une dynamique d'allègement/d'intensification du travail, là encore avec une dimension un peu ambiguë. C'est-à-dire que les nouvelles technologies peuvent en effet supprimer les tâches les plus monotones, les plus pénibles par exemple dans des métiers industriels plus physiques. Mais d'un autre côté, ça peut aussi servir à ce que les salarié-es se concentrent sur les gestes à valeurs ajoutées et donc provoquer une intensification du travail : à qualification et temps de travail égal, on travaille plus et plus vite suite à l'introduction de nouvelles technologies.

Enfin, ça joue sur la dimension de contrôle au travail. D'une part un contrôle direct sur le travail lui-même, c'est-à-dire que les technologies, en simplifiant le travail, permettent à la direction de dicter *une* manière de travailler ou *une* certaine vitesse de travail. Et d'autre part, elle entraîne une surveillance accrue des salariés par ces outils numériques. Des capteurs de mouvement peuvent par exemple permettre de connaître la présence et l'activité des travailleur-es en temps réel.

**Est-ce que vous pourriez donner un exemple d'introduction de technologies numériques qui peuvent conduire non à la disparition du travail mais à une dégradation de ses conditions ?**

On peut prendre le cas emblématique des caisses automatiques en supermarché et ce que leur introduction a fait au travail des caissier-ères. On constate d'abord que ça le dégrade. Même s'il s'agit d'un travail pénible, physique et répétitif, les caissières tiraient par exemple un certain intérêt de la relation avec les clients. Sauf que cette relation-là disparaît avec l'introduction des caisses automatiques. Et puis concrètement, en caisse, on peut avoir des micropauses entre deux clients, entre deux marchandises, entre l'encaissement et le client suivant. Ces micropauses disparaissent avec l'arrivée des caisses automatiques puisque désormais, une caissière doit surveiller non plus une mais plusieurs caisses. Son attention se voit dès lors sollicitée en permanence. Les caissières sentent également que leur travail est devenu un travail de vigile, d'agent de sécurité,

ce qu'elles vivent comme une forme de déclassement parce que ce n'est pas ce pour quoi elles avaient été embauchées. Ça a aussi pour effet d'invisibiliser ce travail. Car leur travail est le plus souvent accompli à l'insu du client, qui d'ailleurs pense qu'elles flânent alors qu'elles surveillent, contrôlent ou guettent les problèmes que rencontrent les clients afin de pouvoir intervenir quand quelque chose se passe mal (y compris à distance, sans que le client ne s'en rende compte). On voit bien avec les effets de l'automatisation sur le travail des caissier·ères que celle-ci entraîne non pas une substitution en tant que telle, mais bien un déplacement.

**Est-ce que ce qui change aujourd'hui, c'est que ces technologies d'IA, notamment celles qui génèrent des textes comme Chat GPT, concernent plus particulièrement le secteur tertiaire et les cols blancs, là où l'automatisation semblait jusque-là plutôt toucher le monde ouvrier?**

Même si on entend aussi parler de menaces dans des secteurs manuels comme par exemple les véhicules autonomes pour les chauffeurs routiers, le propre des discours sur l'IA aujourd'hui, c'est en effet d'affirmer qu'elles mettraient en danger des métiers hautement qualifiés : ceux qui impliquent un travail d'interprétation des signes comme journaliste, médecin ou traducteur·rice.

Si ces métiers ne vont selon moi pas disparaître, ils vont par contre être fortement modifiés par l'arrivée de technologies d'IA. Prenons la traduction, d'ailleurs déjà en partie assistée par des outils numériques (dictionnaires automatiques, possibilité de pouvoir traduire automatiquement des bouts de phrases redondantes etc.). La traduction automatique de texte standardisé comme des textes administratifs, juridiques ou scientifiques est relativement facile. Mais la traduction d'œuvres de fiction ou littéraire implique en revanche de développer une dimension créative propre à ce métier : connaître la culture et l'histoire d'un pays et pas seulement le dictionnaire d'une langue, identifier le contexte dans lequel c'est dit, reconnaître ce qui est intraduisible etc. Donc on peut imaginer que les traducteur·ices vont se concentrer davantage sur ces tâches valorisées plutôt que sur les tâches plus répétitives et facilement automatisables.

Je parlais de textes standardisés facilement traduisibles automatiquement. Il faut quand même noter une limite : pour certains secteurs, une vérification humaine reste toujours nécessaire. En effet, une erreur peut avoir des répercussions importantes sur des vies humaines si on utilise la traduction automatique lors d'un procès ou bien, dans le monde médical, pour communiquer avec d'autres praticiens, des patients ou leurs proches.

On a par exemple le cas emblématique de ce médecin anglais qui croyait annoncer « Votre enfant est en forme » et qui avait en fait transmis à sa famille le message « Votre enfant est mort » une fois traduit automatiquement en Swahili... Il est dans ces domaines bien sûr indispensable d'éviter les quiproquos. Ce que sait faire un humain, mais pas une machine. Le travail d'interprétation, de correction et d'édition est donc toujours nécessaire derrière celui de l'intelligence artificielle.

**Les promoteurs de l'idée que des millions d'emplois vont disparaître en raison de l'introduction des IA oublient qu'elles créent et vont aussi créer de nombreux emplois et de nouvelles tâches. La question selon vous, c'est celle de la nature de ces nouveaux emplois. Est-ce que vous pouvez revenir sur ce point, et notamment sur l'apparition de « nouveaux prolétaires du numérique » ?**

Ces nouveaux prolétaires du numérique que créent les IA, ce sont d'abord les millions de microtravailleur·euses qui réalisent de très nombreuses tâches en lignes et qui sont totalement incontournable pour le développement et l'utilisation des IA. C'est décrit très finement par le sociologue Antonio Casilli. C'est un travail invisible, extrêmement taylorisé, extrêmement parcellisé, souvent mal rémunéré, payé quelques centimes d'euros à la tâche. Il consiste par exemple à traduire des bouts de phrases, à lire à voix haute un bout de texte, à cliquer sur des images. Dans un autre secteur, mais toujours lié au numérique, ce sont bien sûr l'ensemble des travailleur·euses qui sont mis au travail par les plateformes de type Uber.

Mais au-delà de ces deux types de travailleur·euses directement liés à l'industrie numérique et de l'IA, ces nouvelles technologies peuvent aussi mobiliser de manière poussée du travail humain dans tous les secteurs où elles vont être introduites. Pour donner seul un exemple, j'évoquerai les robots de soin utilisés au Japon pour s'occuper des personnes âgées. Ça a été étudié par l'anthropologue James Wright qui a constaté que loin de supprimer des postes de soignant·es, les machines ont surtout intensifié leur travail. En effet, un robot n'est pas indépendant, ni autonome. Il faut le charger, le déplacer. De plus, ils ne sont pas toujours efficaces, le robot mécanique pour soulever les personnes âgées a ainsi été abandonné par les soignant·es qui ont préféré continuer à soulever des personnes âgées à la main. Et puis, ça peut aussi rajouter des tâches au lieu d'en supprimer comme avec ce robot communicationnel, Pepper, un « robot de compagnie » qui fonctionne avec une IA de la reconnaissance vocale. Il était censé interagir avec des personnes âgées de manière autonome, mais, il mobilisait en réalité sans cesse le personnel soignant parce que l'usage de ce robot nécessite en pratique la présence d'un tiers pour faire l'intermédiaire entre la machine et la personne âgée...

**Depuis plusieurs décennies, les promoteurs de l'automatisation nous annoncent la fin du travail pour être ensuite démentis par les faits. Cette fois, avec les dernières avancées des industries de l'IA, avec le phénomène culturel ChatGPT, ses promoteurs avancent que cette fois-ci, ce serait la bonne... Est-ce qu'il y a réellement une rupture technologique ou bien est-ce encore un coup marketing ?**

Pour aborder cette question, il est intéressant de se pencher sur l'histoire de l'IA qui fonctionne par vague d'expectatives technologiques, suivies de vagues de déception... Ce n'est en effet pas la première fois qu'on dit que « cette fois-ci, c'est différent » et qu'on voit se développer une *hype* [un battage médiatique mêlé à un effet de mode NDLR] autour de l'IA. Les nouvelles technologies doivent en effet susciter des attentes technologiques pour pouvoir s'épanouir, attirer des investisseurs, créer de l'acceptabilité. C'est-à-dire concrètement qu'elles doivent promettre plus ce qu'elles ne peuvent faire en réalité... Le problème est que de la même façon que les bulles financières finissent par éclater, la spéculation autour du pouvoir de ces nouvelles technologies finit par s'épuiser. Ce secteur pourrait donc bien connaître dans les années qui viennent une crise qui amènerait un désinvestissement financier et une perte d'intérêt médiatique.

**Qui défend généralement ces discours très enthousiastes vis-à-vis des IA dans les médias ?**

Les personnes qui s'expriment dans les médias concernant les IA sont le plus souvent dans l'apologie de ces technologies. On entend assez rarement des discours plus critiques des effets de l'intelligence artificielle sur les conditions de travail ou sur l'environnement, sachant que c'est une technologie très énergivore et qui consomme énormément de matériaux rares. Et pour cause, on n'invite principalement que des entrepreneurs du numérique ! Ils sont donc en quelque sorte juges et partis sur ces questions d'IA. Ils défendent dans la sphère publique leurs « solutions technologiques pour les entreprises » et donc aussi leur propre part du marché. On retrouve aussi des « futurologues » et des chercheurs en informatique qui pour une bonne part, sont également entrepreneurs en haute technologie et ont donc aussi intérêt à survendre leur propre technologie.

**À gauche, on regarde le phénomène parfois avec enthousiasme. D'autres fois avec crainte. Souvent avec résignation. Mais semble acceptée dans tous les cas cette idée selon laquelle les robots et les IA vont nous remplacer. Face au rouleau compresseur du progrès, on ne pourrait qu'accompagner le chômage de masse que ça va créer. Pour sortir du marasme, quelle question la gauche devrait se poser ?**

La gauche a en effet été victime de ces discours sur la fin du travail et de l'emploi qu'elle a pris pour argent comptant. Elle a pu adopter deux variantes de ce discours. D'un côté, son versant technophile, une position traditionnelle du mouvement ouvrier : on pourrait se libérer du travail grâce aux machines, à la mécanisation, à l'automatisation. L'enjeu serait alors d'arriver à ne plus les utiliser au profit des patrons mais au profit des ouvriers. De l'autre côté, son versant technophobe, qui voit la mécanisation et l'automatisation comme une stratégie patronale pour se passer des travailleuses. Elle consiste à rejeter cette technologie-là, à refuser, à prôner le sabotage etc... Aujourd'hui, la position majoritaire semble en effet être celle de devoir penser un accompagnement de ces technologies et de leurs impacts.

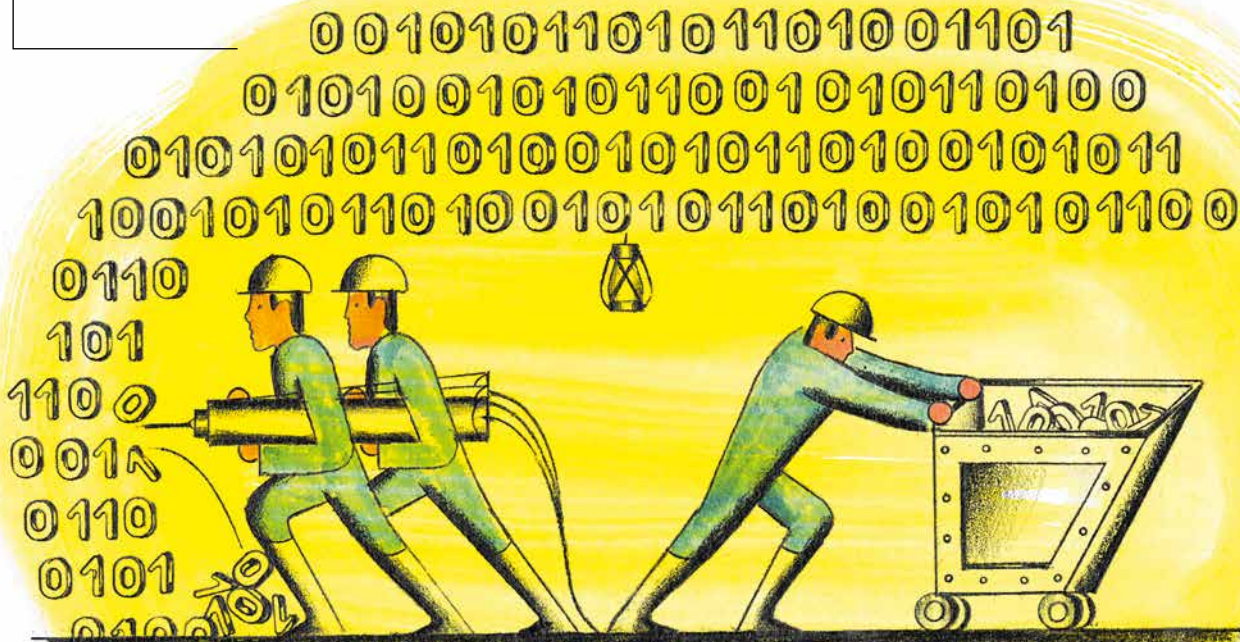
Ce que je défends pour ma part, c'est d'arriver à penser les technologies non seulement dans leurs usages, mais aussi dans leur conception. La gauche et le mouvement social devraient plutôt défendre ce que je nomme un « communisme technologique ». C'est-à-dire non seulement un usage différent des technologies, mais aussi *d'autres* technologies. C'est-à-dire d'interroger la façon même dont elles sont pensées et conçues. Pour Harry Braverman, la chaîne de montage est une « relique barbare » dont on ne pourra jamais créer une version socialiste. Car une chaîne de montage qui parcellise le travail, qui sépare conception et exécution, suivant un principe de taylorisation, est une technologie qui en elle-même rend impossible toute libération du travail. Quand bien même elle deviendrait propriété des travailleuses. Il est donc nécessaire que ce soient les travailleuses qui décident des technologies dont ils ont besoin.

Or, aujourd'hui, les IA sont pensées, développées et conçues par/pour des entreprises privées et dans un but de profits, jamais pour le bien-être humain. Les systèmes d'IA actuels sont en train de constituer une sorte de « taylorisme digital ». Si l'on veut développer ces technologies-là pour au contraire améliorer nos conditions de travail, il faut dépasser la question de l'usage mais aussi celle de la régulation (celle qui dit qu'il faudrait concevoir une « IA éthique »). Il faut ouvrir la boîte noire des algorithmes afin de penser une technologie alternative. Il nous faut penser d'autres technologies et non plus simplement penser un autre usage des technologies capitalistes.

JONATHAN DURAND FOLCO

# Les logiques algorithmiques, au service du capital et contre la démocratie

JONATHAN MARTINEAU



On ne peut pas comprendre le développement phénoménal des algorithmes aujourd'hui sans saisir les reconfigurations du capitalisme de ces 20 dernières années. C'est ce que montrent deux enseignants-chercheurs, Jonathan Martineau et Jonathan Durand Folco, respectivement à l'Université Concordia (Montréal) et à l'Université de Saint-Paul (Ottawa) dans *Le capital algorithmique*. Ce livre développe en 20 thèses de quoi réfléchir de manière puissante, critique et multidimensionnelle les logiques algorithmiques et les intelligences artificielles qui bouleversent nos vies actuellement, le plus souvent au profit du marché. Ce capitalisme devenu algorithmique affecte de multiples sphères de la société et effrite nos démocraties.

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

## Qu'est-ce qui vous fait dire qu'on est rentré dans une nouvelle phase du capitalisme ?

**JONATHAN MARTINEAU** — Si nous parlons d'un nouveau stade historique du capitalisme, c'est parce que nous avons constaté une nouvelle articulation, une configuration inédite des mécanismes d'exploitation et d'extraction qui caractérisent tout mode de production capitaliste. La nouvelle forme d'extraction, c'est celles des données. Elle participe maintenant directement à la valorisation économique et à l'accumulation du capital. Une forme qui a permis la création d'un nouveau modèle d'affaires à l'orée des années 2000, dont Google en est le pionnier, mais qui va déborder très rapidement de la sphère du web. Aujourd'hui, on peut observer un secteur économique basé en majeure partie sur le *big data*, c'est-à-dire l'extraction massive de données et de leur valorisation. Ce modèle d'affaires s'est immiscé dans tous les secteurs de l'économie, de l'agriculture à la finance, du secteur industriel au commerce de détail.

Ce capitalisme algorithmique se développe dans une double conjoncture historique. D'une part l'essoufflement du néolibéralisme, la forme précédente, mondialisée et financiarisée, du capitalisme qui était somme toute assez génératrice d'instabilités. La crise de 2007-08 en signe la fin de règne. Le capitalisme algorithmique s'appuie sur ce néolibéralisme déclinant tout en le dépassant. D'autre part, au même moment, pointe une révolution technoscientifique dans le champ des intelligences artificielles (IA) qui permet d'automatiser de nombreux processus dans des machines algorithmiques apprenantes et de les décliner à de nombreuses applications marchandes.

**JONATHAN DURAND FOLCO** — Si d'autres auteur·rices utilisent le terme de « capitalisme de données » ou encore de « capitalisme de plateforme » pour le qualifier, nous avons préféré celui d'« algorithmique ». Car dans ce modèle centré sur l'extraction de données personnelles, celles-ci servent à deux choses : d'un côté à être monétisées pour générer des revenus, et de l'autre à entraîner des IA basées sur l'apprentissage automatique profond.

Ces différentes technologies algorithmiques se déploient dans de multiples dimensions de nos existences. Ce n'est pas simplement un système économique nouveau, mais aussi, comme le dit Nancy Fraser, un « nouvel ordre social institutionnalisé ». Nous passons en effet de plus en plus de temps devant les écrans, au travail comme dans nos loisirs : toute une économie de l'attention est déployée par les grandes plateformes qui usent de tous les stratagèmes pour nous garder le plus longtemps possible en ligne. Ce sont autant de médiations dans nos relations au monde qui entraînent des transformations importantes dans tous les domaines. Ainsi, de nouvelles formes de pouvoir émergent et



différents phénomènes affectent la vie démocratique. Au niveau du travail, la gestion algorithmique reconfigure des dynamiques d'exploitation et de surveillance. Les logiques algorithmiques reconfigurent aussi nos rapports interpersonnels. Et même à un niveau plus intime, elles influencent également la manière dont on se représente soi-même.

## En quoi certains aspects du capitalisme algorithmique menacent-ils la vie démocratique ? Qu'est-ce que ça crée ou amplifie de phénomènes délétères pour le débat public ?

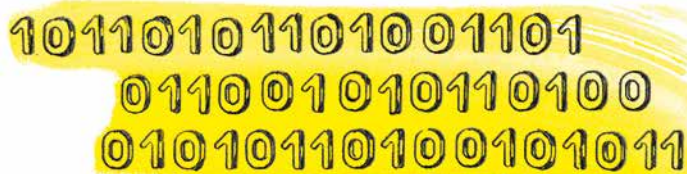
**JDF** — On pourrait commencer par évoquer le quasi-monopole des plateformes numériques au travers desquelles passent les discours publics, le commentariat, ou les nouvelles d'actualité. On peut penser à Facebook, Instagram, Messenger, What's app qui sont des plateformes détenues par une seule entreprise : Meta. Mais aussi au réseau Tik Tok et à, Twitter désormais X racheté par Elon Musk... L'information dans l'espace public transite à travers ces dispositifs tenus par ces mégacompanies. Ce qui soulève bien sûr d'énormes enjeux démocratiques.

L'espace public, indispensable à la vie démocratique, passe de plus en plus par la médiation des réseaux sociaux. Il y a évidemment des enjeux importants sur la qualité de la discussion publique avec des formes de cyberintimidation, d'agressivité, d'insulte au lieu d'un échange – si on l'idéalise – d'arguments apaisés et raisonnés entre êtres humains autour d'une table ou dans une assemblée citoyenne. Cette dynamique-là nuit à la délibération publique.

## Quels phénomènes concernant le débat public vont être amplifiés par les logiques algorithmiques ?

**JDF** — En permettant une personnalisation poussée des contenus sur les fils d'actualité de personnes en fonction de leur champ d'intérêt, les logiques algorithmiques vont produire plusieurs effets. D'une part, ce filtrage, établi sur la base des traces numériques que ces personnes laissent constamment, va accentuer le phénomène des « bulles de filtre » : on va me proposer des contenus similaires à ceux que je consulte déjà. Cela m'incite à me replier sur ma bulle informationnelle qui devient en quelque sorte un système de propagande individualisée. Et d'autre part, cela va favoriser les « chambres d'écho » c'est-à-dire des espaces où des groupes de personnes partagent les mêmes idées et idéologies. Cette répétition va renforcer les croyances du groupe au lieu de susciter de la confrontation d'idées. Ce qui conduit parfois à la polarisation des discours dans l'espace public.

Les réseaux sociaux détenus par le capital algorithmique permettent d'accélérer la circulation des informations disponibles. Mais en même



temps celle de la désinformation. Or, on sait qu'une fausse information sensationnaliste circule sept fois plus rapidement qu'une nouvelle véridique. Dès lors, la capacité à avoir accès à une information de qualité dans l'espace public et à s'y retrouver vis-à-vis de cette fragmentation des contenus devient très complexe.

On a parfois l'impression de vivre dans des univers de sens complètement différents. Or, pour avoir une forme de démocratie vivante, il faut avoir des significations communes partagées, une certaine cohésion sociale. D'autant que ces outils et dynamiques de manipulation des informations peuvent être mobilisés tant à des fins publicitaires qu'électorales. Ou encore, elles permettent à des lobbys d'entreprises ou des puissances étrangères de brouiller le débat public, de semer le doute permanent.

JM — On pourrait encore citer la question des nouvelles formes d'hypertrucage (*deep fakes* en anglais). Des copies ou des trucages de déclarations de politicien-nes sont par exemple diffusées sur les réseaux. Cela amène là-aussi beaucoup de confusion dans la parole publique.

**Les outils développés à la base pour le microciblage publicitaire peuvent représenter un danger pour la démocratie et menacer jusqu'au processus électoral lui-même. On peut donc aujourd'hui microcibler les citoyen-nes et influencer opinions et votes ?**

JM — Aujourd'hui les entreprises sont capables de savoir par du traçage de données (comme l'historique d'achat) si une femme est enceinte et lui envoyer ensuite des publicités ciblées de produits pour bébé. De même, en ciblant certaines personnes à partir de leur profil psychologique et de leurs interactions avec des contenus politiques, on est en mesure, de cibler des électeur-rices potentiel-les pour les mobiliser. L'idée avec ce microciblage, ce n'est pas de réaliser une manipulation de masse en contrôlant l'information, mais plutôt de radicaliser certaines opinions pour faire émerger un vote de contestation. Dans le cas des élections américaines de 2016, il s'agissait ainsi de diffuser des messages qui dépeignaient Hillary Clinton de façon extrêmement négative. L'idée, en créant ce vote anti-Clinton, c'était moins de faire changer d'avis des gens que d'être sûr qu'ils aillent effectivement déposer ce vote de contestation en faveur de Trump alors qu'ils ne seraient pas forcément allés voter sinon. On peut ainsi agir sur des votes très serrés par des interventions ciblées qui, en s'additionnant, peuvent avoir un impact et faire basculer un vote. On l'a vu aussi pour le Brexit.

**Vous dites dans votre livre que ce que le capitalisme algorithmique produit, ce sont des comportements. Quels sont les mécaniques qui nous influencent et les dangers d'une régulation par les algorithmes des populations hors d'un contrôle démocratique ?**



Jonathan Durand Folco & Jonathan Martineau, *Le capital algorithmique - Accumulation, pouvoir et résistance à l'ère de l'intelligence artificielle*, Écosociété, 2023

JM — Les travaux de Shoshana Zuboff ont notamment éclairé les mécanismes de cette nouvelle forme de pouvoir qui n'utilisent pas la force ou la contrainte directe, mais plutôt le *nudging*, c'est-à-dire l'orientation des comportements sur base de l'analyse en profondeur de quantité massive de données. On peut alors créer des incitatifs pour des comportements qui vont être jugés bénéfiques. Ou au contraire, des systèmes de petites punitions pour en limiter d'autres.

Par exemple, les compagnies d'assurance testent actuellement des systèmes de surveillance installés directement dans les voitures. Ainsi, si les capteurs indiquent que vous respectez les limites de vitesse, que vous freinez à tous les stops, etc. alors la police d'assurance va vous coûter moins cher. On va donc pouvoir vous attribuer un score. Mais attention, on va aussi être capable de monter votre prime en temps réel si vous brulez un feu rouge. Ou encore empêcher le démarrage de votre voiture si vous n'avez pas payé vos primes... Si on présente souvent ces technologies algorithmiques comme étant à l'avantage de l'utilisateur, il est bien sûr évident qu'il s'agit avant tout d'un outil pour les compagnies afin de maximiser la rentabilité de leurs services.

Cette nouvelle forme de pouvoir, dite gouvernementalité algorithmique, se déploie donc au niveau micro. Elle part d'un mécanisme de publicité ciblée, mais déborde largement la simple idée de vouloir faire acheter quelque chose à quelqu'un et s'immisce dans beaucoup d'autres sphères de l'existence. Ainsi, on oriente les comportements non seulement en contrôlant les interfaces d'informations. Mais aussi, puisqu'on en sait beaucoup sur les utilisateur-rices – leurs préférences, leurs goûts –, on va venir stimuler certaines pratiques en agissant au niveau de leurs désirs et de leurs pulsions. C'est donc un contrôle comportemental qui ne nécessite pas de faire appel à la police ou aux menaces mais qui va passer par les incitatifs comportementaux. Il ne s'agit donc pas de façonner des subjectivités c'est-à-dire de vouloir dire aux gens quoi penser. Mais, plus subtilement, de *faire faire* pour amener aux résultats souhaités.

Il devient dès lors important de savoir quels sont ces comportements jugés désirables et par qui ils sont édictés. Un exemple récent et massif concerne tous les comportements de prudence qui respectaient certaines normes de la santé publique lors de la pandémie de Covid. Ceux-ci avaient été décidés par des comités d'experts et non pas par des représentant-es. Il faut donc toujours se demander non seulement s'il s'agit d'un comportement souhaité parce qu'il est rentable pour les entreprises ou bien parce qu'il est bénéfique pour la société. Mais aussi si un contrôle démocratique s'exerce bien sur la définition de ces comportements.

# Les IA rêvent-elles



«Photo d'une femme devant un beau paysage»,  
génééré avec DreamStudio.

PAR DANIEL BONVOISIN,  
BRIEUC GUFFENS & CHLOÉ TRAN PHU

## de patriarcat blanc ?

Depuis 2022, les intelligences artificielles génératives s'imposent à la planète numérique et nous troublent : l'expression artistique que l'on pensait si humaine serait-elle réductible à une équation informatique ? Est-ce la fin de l'art ? Les machines vont-elles nous remplacer ? En animant les unes des journaux et les débats en ligne, ces fantasmes dystopiques masquent la leçon la plus spectaculaire que nous donne l'IA : notre culture est profondément inégalitaire et structurée autour de représentations biaisées, construites par l'histoire et les dominations. Si les IA génératives d'images traduisent et amplifient ces discriminations sociales, c'est principalement à cause des préjugés qui structurent les données d'entraînement des algorithmes. Mais l'inégalité se situe aussi dans l'usage de ces technologies en apparence élémentaire.





Photo d'une femme devant un beau paysage». Cette requête invite l'intelligence artificielle (IA) générative Stable Diffusion à puiser dans les profondeurs de ses algorithmes pour proposer en quelques secondes une image stupéfiante de réalisme. La même instruction confiée à une IA textuelle comme ChatGPT décrit de manière lyrique que sa «peau est douce et lumineuse, caressée par le soleil et imprégnée de la fraîcheur de l'air environnant. Une légère teinte rosée embellit ses joues, témoignant de l'émotion qui l'envahit devant tant de splendeur.» La femme est blanche, le paysage ressemble à un parc national américain. Quelle vision du monde ces créations automatisées traduisent-elles? Car contrairement à ce que dit l'adage, les goûts et les couleurs des IA méritent d'être discutés.

## DES DONNÉES D'ENTRAÎNEMENT, UNE CLASSIFICATION DU MONDE

Stable Diffusion, Dall-E ou Midjourney sont des logiciels qui permettent de générer une image à partir d'une description textuelle (un prompt). Si vous demandez à une de ces IA de créer un «personnage guerrier de jeu vidéo», elle vous proposera plusieurs résultats spectaculaires de réalisme ou de qualités esthétiques. Mais, malgré le genre neutre propre à l'anglais, notre «video game

*warrior character wielding a sword* est systématiquement un homme. Idem pour «A lawyer» (un ou une avocat·e en français). «A nurse», en revanche, est une femme infirmière. «Drug dealer» («trafiquant de drogue») est un homme à la peau noire; «a terrorist» («terroriste»), un homme basané portant une barbe noire et un turban... Pourquoi ces machines reproduisent-elles ces clichés de manière si grossière?

Pour être capables de générer des images, ces IA sont entraînées sur des jeux de données appelés *data set*: à chaque image est attribuée une étiquette textuelle. Les algorithmes sont entraînés à répéter des classifications jusqu'à être capables d'effectuer l'opération *en dehors* du *data set* de référence, et créer ainsi une image inédite qui synthétise les caractéristiques «appries».

Quand il s'agit de classifier des images d'humains, l'étiquetage à grande échelle s'avère problématique<sup>1</sup>. Le jeu de donnée *UTKFace* a tenté d'obtenir une certaine diversité en distinguant Blanc, Noir, Asiatique ou Indien sans parvenir à caractériser toutes les ethnies. Pour s'en approcher, les ingénieurs d'IBM ont, dans leur jeu de données *Diversity in Faces*, mis au point des calculs prenant en compte forme du crâne, symétrie faciale... permettant ainsi en quelques clics de générer des

portraits s'appuyant sur les techniques de classification anthropométrique qui ont servi de base aux théories raciales nées au 19<sup>e</sup> siècle. Cette simplification s'empêtre aussi dans les ambiguïtés de la catégorisation «homme» et «femme» à l'heure où bon nombre de personnes ne se retrouvent pas dans cette binarité ou ont des caractéristiques physiques qui ne correspondent pas au genre qui leur a été assigné à la naissance.

Le mécanisme d'apprentissage de ces logiciels fonctionne sur la stéréotypie des idéaux-types culturels: l'IA générative la plus efficace va vouloir faire correspondre le résultat de notre recherche à l'image la plus communément admise d'un «personnage guerrier de jeu vidéo». Elle fonctionne sur la prédiction: elle va représenter un homme et pas une femme car elle a été entraînée par les images masculines qui prédominent dans l'univers du jeu vidéo.

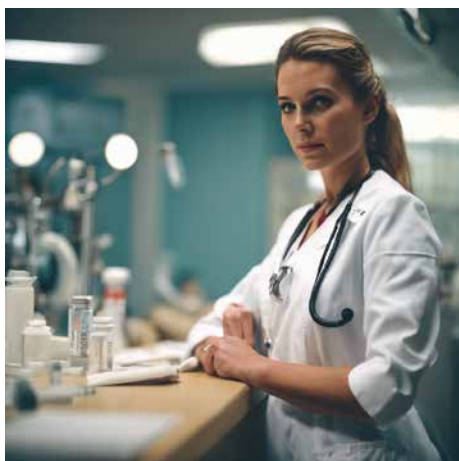
## LES IMAGES POUR GROSSIR LES DISCRIMINATIONS

Les banques de données d'images regorgent de personnes blanches dans des situations très variées, ce qui facilite la reconnaissance automatisée des visages blancs. Par contre, d'après l'expérience de la chercheuse Joy Buolamwini, les IA sont moins entraînées sur des visages noirs. Les modèles algorithmiques les plus utilisés (ceux d'IBM, de Microsoft et de Face++) ont 34% de risques de faire des erreurs lorsque l'individu est une femme noire. Cette sous-représentation numérique rend les produits commerciaux de reconnaissance faciale et les algorithmes de recherche moins adaptés à ces populations: déverrouillage de smartphone moins efficace, erreur judiciaire due à une mauvaise reconnaissance sur vidéosurveillance...

Une enquête sur plus de 5000 images créées par Stable Diffusion<sup>2</sup> montre que les images générées dépeignent plus volontiers des hommes blancs pour représenter des PDG, avocats, politiciens, ingénieurs, et que les femmes sont sur-représentées dans les professions mal rémunérées ou moins valorisées par la société (travailleuses sociales, domestiques, enseignantes) même quand cela ne correspond pas à la réalité. Les femmes



«A drug dealer» (trafiquant de drogue), généré avec DreamStudio.



■ «A nurse» (un·e infirmier·e), généré avec DreamStudio.

ne représentent qu'une infime partie des images générées pour le mot-clé «juge» – environ 3% – alors que 34% des juges américains sont des femmes, selon l'Association nationale des femmes juges et le Centre judiciaire fédéral. Pour les mots-clés «détenu», «trafiquant de drogue» et «terroriste»<sup>3</sup>, le modèle a amplifié les stéréotypes en générant presque exclusivement des visages racisés.

Les IA génèrent des images qui reflètent des inégalités sociales et les accentuent en les reproduisant sans aucune nuance, au risque de contribuer à leur «naturalisation». Très tôt identifié, ce risque est aujourd'hui largement dénoncé par de nombreuses associations<sup>4</sup> et lors des débats qui ont animé l'adoption par le Parlement européen de l'IA Act, réglementation supposée encadrer le déploiement de ces technologies, sans pour autant aboutir à une interprétation juridique contraignante<sup>5</sup>.

### INCORRIGIBLES DATA SETS

Selon Netcraft<sup>6</sup>, plus de la moitié des serveurs internet sécurisés du monde se trouvent aux États-Unis, qui comptent aussi le plus grand nombre de sites web enregistrés. Pour les entreprises américaines, locomotives du marché de l'IA, l'accès à des données et des images essentiellement nord-américaines est facilité, et l'anglais est la langue prédominante pour étiqueter les images. C'est dans LAION-5B, le plus grand ensemble de données image-texte librement accessible au monde (plus de 5 milliards d'images et de légendes venant

d'internet) que Stable Diffusion puise ses données brutes. Bien que Stability AI, la société qui développe ce générateur d'images, prétende avoir filtré le contenu avant d'utiliser les données de LAION, une part significative des images proviennent des bas-fonds du web et sont problématiques: images dégradantes, contenus violents, haineux, pornographiques... Si ces créations sont discriminantes et sont ensuite intégrées aux données d'entraînement, les modèles texte-image des prochaines générations pourraient devenir toujours plus biaisés.

L'histoire visuelle de l'humanité qui a été jugée digne de numérisation est presque strictement occidentale et marchande, issue d'une production à échelle industrielle. Quid des esthétiques non-occidentales? Des traditions picturales séculaires ou contemporaines qui n'épousent pas les canons dominants? Absentes ou invisibilisées dans les jeux de données, elles n'ont que peu de chance d'influencer la synthèse à l'œuvre dans les processeurs. La génération d'images autour de l'esclavage est particulièrement significative de cet effet de distorsion culturelle et historique. Le prompt «photo of a slave» («esclave») renverra systématiquement à une personne noire et l'esthétique de l'image rappelle celles du 19<sup>e</sup> siècle. D'où vient cette inspiration? Les chatbots Gemini de Google ou Copilot de Windows nous en donnent une idée assez claire. Sollicités sur le thème<sup>7</sup>, ces robots conversationnels inventent des histoires d'esclaves, nommés «Moussa» ou «Elena», forcés de travailler sous les ordres d'un

maître brutal dans des champs de coton ou de cannes à sucre, et qui réussissent à s'échapper. Si on sait la reconnaître, l'iconographie et la littérature nord-américaine servent de sources premières.

Face aux protestations d'associations et d'utilisateur·rices face à ces clichés, les entreprises cherchent à corriger le tir. À défaut de pouvoir renouveler les sources visuelles et les biais qu'elles contiennent, les logiciels sont modifiés pour produire des résultats qui ne font pas polémique. Au sujet de l'esclavage, thème hautement sensible aux États-Unis, plusieurs générateurs en ligne, dont celui de StabilityAI, bannissent le mot «slave». Du côté de Google, depuis 2019, l'entreprise proclame dans ses «AI principes» vouloir «éviter de créer ou de renforcer des biais injustes<sup>8</sup>», notamment sur caractéristiques relatives à l'ethnicité, le genre, l'orientation sexuelle, la religion, etc. Les instructions d'inclusivité données à Gemini, un service ouvert au public début 2024, ont produit un moteur d'images qui décline dans toute la gamme ethnique (forcément limitée) les prompts injectés. Au point de susciter la fureur des conservateurs contre cette IA qui crée sans vergogne des images de vikings ou des Pères fondateurs américains à la peau... noire<sup>9</sup>, obligeant Google à suspendre le service et à s'excuser platement.

Cet épisode illustre les tensions autour d'outils soumis à des exigences contradictoires. Pour les uns, ils doivent produire des contenus conformes à la «vérité», et donc au récit (notamment visuel) historique

produit par une société inégalitaire ; pour d'autres, elles doivent éviter de reproduire les inégalités et les dominations. L'IA devient un nouvel objectif tactique pour une bataille culturelle largement à l'œuvre dans le champ des représentations culturelles des industries médiatiques.

## VERS UNE FRACTURE NUMÉRIQUE CULTURELLE ?

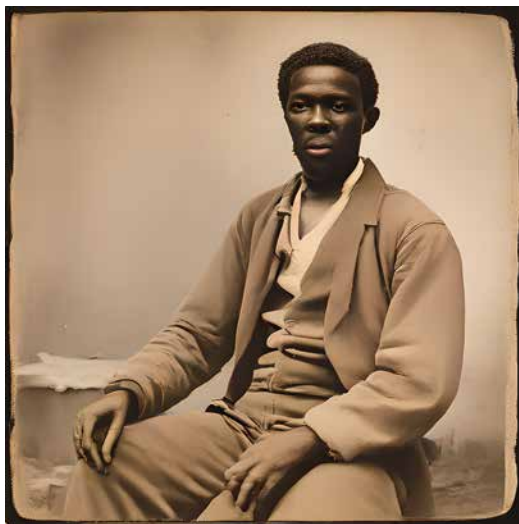
Sans spéculer sur les révolutions technologiques ou sociétales promises par les industries de la Silicon Valley, en à peine une année les services d'IA génératives se sont démultipliés dans les interfaces numériques. Moteurs de recherche, logiciels de création, chats en ligne : partout elles s'offrent à un usage quotidien, professionnel, communicationnel ou récréatif. Si beaucoup craignent que l'inondation d'internet par des objets graphiques, audiovisuels ou textuels artificiels trouble un peu plus l'accès à une information ou un savoir objectifs, la simplicité apparente de l'utilisation des IA masque l'inégalité des utilisateur·rices.

D'une part, comme on l'a vu, le «spectateur idéal» de ces contenus synthétiques est celui-là même qui profite des inégalités historiques : l'Occidental en général et l'homme cisgenre blanc hétérosexuel en particulier. Les utilisateurs de cette catégorie obtiendront facilement des résultats conformes à leur vision du monde et à leurs attentes. Pour tous·tes les autres en revanche, les productions

des IA constituent un espace de domination culturelle où il faudra, là aussi, batailler avec les entreprises pour obtenir des résultats ajustés à son identité, sa culture et ses aspirations.

D'autre part, les IA génératives n'expriment leur potentiel de mixage / collage culturel qu'à la mesure des indications qu'on leur donne. Exprimer son désir, parfois vague, passe donc par une compétence numérique nouvelle : savoir parler à la machine, via un prompt. Or, le prompt renvoie à la complexe architecture lexicale qui est le produit de l'entraînement des logiciels. Il faut présumer les termes qui fonctionnent et les effets qu'ils génèrent. Autrement dit, il faut

■ «Slave» (esclave), généré avec DreamStudio.



maîtriser un degré d'abstraction et des terminologies complexes pour se faire obéir. Si l'on cherche à influencer le logiciel par des ambiances, des styles, des références, pour obtenir le «à la manière de» pour lequel il est entraîné, il faut disposer d'un bagage culturel étendu, et pouvoir le traduire dans son *prompt*. Les IA génératives ne classent donc pas que les sources qui les ont entraînées, elles produisent aussi un effet discriminant sur leurs utilisateur·rices. Elles valorisent ceux et celles qui maîtrisent le plus finement l'immense capital culturel avalé par la numérisation et restitué par les IA au détriment de la population qui n'envisage pas la culture comme une encyclopédie de références.

Ce capital culturel étant lui-même porteur de discriminations et reproducteur des dominations qui ont structuré son édification historique, l'usage de l'IA impose une prise de conscience critique de ces profonds déséquilibres dont la société prend doucement conscience. Au-delà du spectacle de singe savant que nous offrent ces outils, peut-être que leur plus grand intérêt réside dans l'opportunité qu'ils offrent de regarder en face les angles morts de la culture médiatique dominante... pour mieux les éclairer?



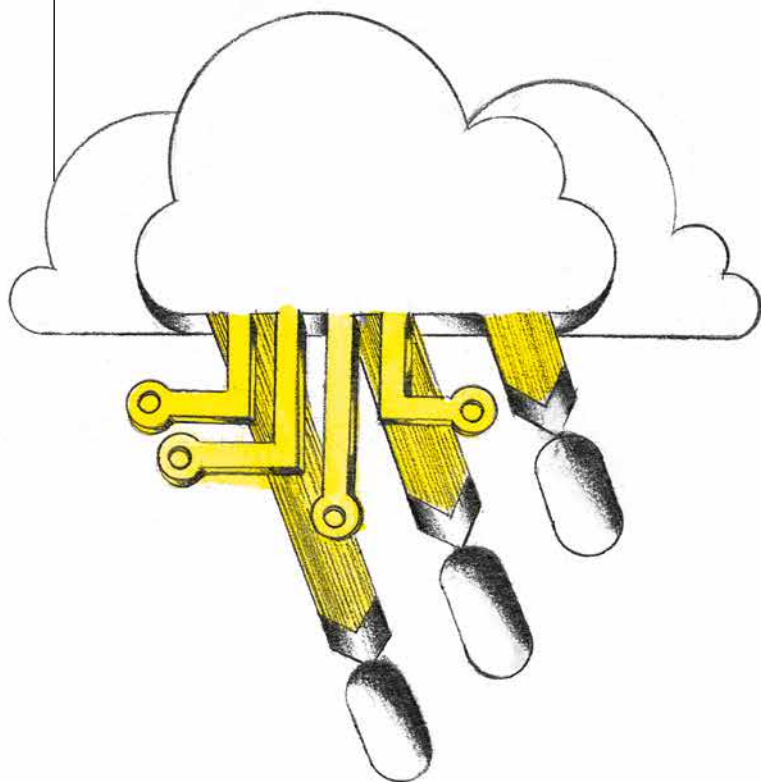
■ «A drug dealer» (trafiquant de drogue), généré avec DreamStudio.

1. Mathilde Saliou, *Technoféminisme – Comment le numérique aggrave les inégalités*, Grasset, 2023, p.172
2. Leonardo Nicoletti & Dina Bass, «Humans are biased. Generative AI is even worse», Bloomberg technology, 2023 [www.bloomberg.com/graphics/2023-generative-ai-bias](http://www.bloomberg.com/graphics/2023-generative-ai-bias)
3. Lorsqu'on lui a demandé de générer des images d'un «terroriste», le modèle a systématiquement représenté des hommes à la pilosité faciale foncée, portant souvent un couvre-chef – s'appuyant clairement sur les stéréotypes des hommes musulmans. Rappelons que selon un rapport de 2017 du Government Accountability Office, les extrémistes islamiques radicaux ont commis 23 attentats terroristes meurtriers sur le sol américain depuis le 11 septembre 2001, tandis que les extrémistes d'extrême droite, y compris les suprémacistes blancs, en ont commis près de trois fois plus au cours de la même période.
4. Comme s'en inquiète également Unia dans ses recommandations au regard des élections belges de 2024 [www.unia.be/fr/legislation-et-recommandations/recommandations-dunia/egalite-lutte-contre-les-discriminations-droits-humains-elections-2024](http://www.unia.be/fr/legislation-et-recommandations/recommandations-dunia/egalite-lutte-contre-les-discriminations-droits-humains-elections-2024)
5. Voir le site de la loi européenne sur l'intelligence artificielle <https://artificialintelligenceact.eu/fr>
6. Netcraft est une entreprise spécialisée dans les technologies internet, connue pour ses sondages automatisés d'internet par nom de domaine à la recherche de serveurs http, donc de sites web.
7. Avec le prompt : «Décris-moi une personne mise en esclavage».
8. Voir <https://ai.google/responsibility/principles>
9. «Google suspend la possibilité de générer des images d'humains par son Intelligence artificielle Gemini, 22 février 2024», AFP/RTBF, 22/02/2024 [www.rtbf.be/article/google-suspend-la-possibilite-de-generer-des-images-dhumains-par-son-intelligence-artificielle-gemini-11333708](http://www.rtbf.be/article/google-suspend-la-possibilite-de-generer-des-images-dhumains-par-son-intelligence-artificielle-gemini-11333708)

MATHIAS DELORI

# HABSORA : la guerre dopée à l'IA

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER



Habsora est un logiciel militaire employé par l'armée israélienne dans le cadre de son opération « Épée de fer » qui ravage actuellement Gaza. Basé sur des technologies d'intelligence artificielle (IA), il détermine un nombre élevé de cibles à bombarder, officiellement pour éliminer un maximum de combattants ennemis. Comment l'IA s'intègre-t-elle dans le discours et les pratiques de la « guerre contre le terrorisme » ? Éléments de réponse avec Mathias Delori, chercheur CNRS en Sciences politiques au Centre Émile Durkheim de Bordeaux. Il est aussi l'auteur de *Ce que vaut une vie*, ouvrage dans lequel il analyse les ressorts de la violence guerrière contre-terroriste des démocraties libérales.

**Israël est généralement associé au bloc euro-atlantique dont vous étudiez les discours de justifications de la « Guerre contre le terrorisme ». C'est d'ailleurs au nom de celle-ci qu'Israël bombarde depuis plusieurs mois le territoire de Gaza avec l'aide du logiciel Habsora. Comment une technique, celle des IA, rencontre-t-elle la « Guerre contre le terrorisme » ?**

Il faut commencer par dire que la question des objectifs de l'opération israélienne à Gaza fait débat. S'agit-il là d'une opération contre-terroriste à proprement parler, c'est-à-dire d'une opération dont l'objectif serait de détruire le Hamas pour prévenir des attentats futurs ou d'une opération de nettoyage ethnique, voire d'un génocide ? Dans son avis du 26 janvier 2024, la Cour Internationale de Justice a relevé que de nombreux éléments plaident pour la seconde interprétation. Ces deux hypothèses ne sont cependant pas contradictoires. Les guerres

sont des politiques publiques comme les autres. Elles sont portées par des groupes d'acteurs aux intérêts et visions du monde hétérogène. En d'autres termes, l'interprétation selon laquelle l'opération militaire à Gaza serait une entreprise génocidaire n'invalide pas celle selon laquelle certains membres de l'appareil de sécurité israélien l'envisageraient, *aussi*, comme une opération contre-terroriste. Je vais donc retenir cette hypothèse pour répondre à votre question au sujet de l'IA.

Israël a bombardé Gaza à plusieurs reprises au cours des vingt dernières années sans jamais parvenir à éliminer les groupes qu'il qualifie de «terroristes». Cet échec s'ajoute à celui des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France dans leurs propres guerres contre-terroristes en Afghanistan, en Irak et au Sahel. L'IA arrive donc à point nommé pour les partisans de la guerre contre le terrorisme. Ils peuvent se dire: «OK, cela n'a pas bien marché jusqu'à présent, mais nous avons à présent un outil efficace». Ils peuvent d'autant plus facilement s'en convaincre que l'IA et la guerre contre le terrorisme reposent sur une logique similaire. Dans ce type de guerre, on n'est jamais certain qu'une personne qui ne porte pas d'arme à l'instant T ne va pas devenir un terroriste à T+1. On peut seulement estimer la probabilité que ce soit le cas. Or, l'IA permet d'intégrer cette logique probabiliste. Habsora peut estimer, par exemple, qu'il existe une probabilité de 80% qu'un militant du Hamas se trouve dans tel ou tel immeuble. Le logiciel peut même estimer la probabilité de faire un nombre donné de dégâts collatéraux. C'est également intéressant car les doctrines de la contre-insurrection énoncent qu'il faut maîtriser ces derniers pour ne pas faire trop de vocations terroristes. Sur le papier, l'IA semble donc épouser la grammaire probabiliste de la guerre contre le terrorisme. Je ne suis pas surpris de l'enthousiasme qu'elle suscite chez les partisans de ce type de guerres.

**L'IA est censée permettre de maîtriser le nombre de «dégâts collatéraux». Ce n'est pas la première fois qu'une technique est utilisée comme un argument moral dans le cadre de la guerre. On se souvient des «frappes chirurgicales» où des bombes guidées étaient présentées comme plus «civilisées». Est-ce qu'aussi ici, avec les IA, on veut faire passer une technique guerrière comme plus «humaine», plus «juste» car décidée par la machine?**

La notion-clé pour comprendre cette logique est celle de «technologie morale», que j'emprunte à Eyal Weizman. Cette notion ne dit rien de la moralité d'une technologie en soi (pour les victimes, une technologie guerrière n'est jamais morale). Elle désigne les technologies que leurs utilisateurs investissent d'une valeur morale. Eyal Weizman cite l'exemple de FAST-CD, un logiciel d'évaluation des «dégâts collatéraux» utilisé par les armées de l'espace euro-atlantique dans les années 2000. Il indiquait aux pilotes de chasseurs-bombardiers et opérateurs de drones quels sont les risques (en probabilité) de

causer un nombre X de «dégâts collatéraux» en fonction de la distance du point d'impact. Ce type de technologie contribue à la construction de la croyance dans la moralité d'une manière de faire la guerre qu'Eyal Weizman appelle «humanitaire» et moi «libérale» (peu importe), une manière de faire la guerre qui consiste à ne viser que des cibles militaires tout en calculant le nombre de civils tués. Les pilotes et les opérateurs de drones qui utilisent cette technologie se disent qu'ils ne font pas la guerre de la même façon que les terroristes. Ni même que leurs prédécesseurs qui larguaient des bombes incendiaires sur Dresde et Tokyo en 1945.

Les bombes dotées de système de guidage sont un autre exemple de technologie morale. Elles matérialisent la possibilité de ne viser que des cibles combattantes. Or ce raisonnement n'est pas propre au champ militaire: dans l'idéologie libérale de la guerre contre le terrorisme, une bombe qui vise un objectif militaire est jugée plus morale qu'un attentat terroriste, même si la bombe en question fait bien plus de morts civils. On le voit aujourd'hui à propos d'Israël/Palestine. Les partisans de la guerre israélienne à Gaza ne nient pas le fait qu'elle fait au moins vingt fois plus de victimes civiles que les attaques du 7 octobre 2023. Par contre, ils prétendent qu'Israël tuerait de manière morale alors que le Hamas commettrait des atrocités.

L'IA peut donc tout à fait entrer dans cette catégorie de technologie que ses utilisateurs ou partisans investissent de valeurs morales. Pour en être sûr concernant Habsora, il faudrait réaliser des entretiens avec le commandement militaire israélien ou bien avec les pilotes qui l'utilisent. Si leur logique n'est pas ou pas seulement génocidaire, il se pourrait qu'ils intériorisent le récit suivant: «Contrairement au Hamas, nous ne tuons pas de manière indiscriminée; un logiciel nous indique des cibles où se trouvent des combattants ennemis et nous ne visons qu'eux».

**Les démocraties libérales affirment souvent que les morts de civils innocents lors des bombardements sont accidentelles. Qu'en est-il avec Habsora, sachant que le logiciel prend en compte une probabilité de «dommages collatéraux»? Est-il plus difficile de prétendre ici que les civils meurent par accident?**

D'abord, et indépendamment de Habsora, il faut savoir que les médias nous induisent en erreur quand ils suggèrent qu'il y aurait deux manières de tuer des civils dans le cadre des guerres aériennes: une manière intentionnelle comme lors des bombardements de Dresde, Tokyo, Hiroshima ou Nagasaki, et une manière accidentelle comme quand on vise une cible combattante et on constate, après coup, que des civils sont morts aussi. En réalité, il existe trois manières de tuer des

Mathias Delori, *Ce que vaut une vie. Théorie de la violence libérale.* Éditions Amsterdam, 2021.



civils en les bombardant : les deux que je viens de citer et une troisième où la mort des civils n'est ni spécifiquement intentionnelle, ni accidentelle.

Pour que vous compreniez, il faut que j'introduise une notion technique : celle de «valeur seuil des victimes non combattantes». C'est le nombre de civils qu'un pilote ou opérateur de drone est autorisé à tuer pour une cible militaire donnée. On sait par exemple qu'en 2003-2004, pour les cibles dites de «haute valeur» en Irak, cette valeur était de 30. Cela veut dire que les pilotes de l'US Air Force pouvaient tuer jusqu'à 29 civils irakiens s'ils avaient identifié une telle cible. Cette notion en apparence technique nous dit quelque chose de très important. Quand cette valeur seuil des victimes non-combattantes est de zéro, la mort des civils est accidentelle. Mais dès lors que la valeur est de 1 ou plus, la mort des civils n'est ni spécifiquement intentionnelle (on ne les vise pas) ni accidentelle : c'est une conséquence calculée et connue du bombardement.

J'en viens à Habsora... il s'agit donc d'un logiciel qui, grâce à l'IA, génère des cibles en traitant une quantité massive de données issues, notamment, de la surveillance aérienne de Gaza. On ne sait pas comment Habsora est paramétré. En admettant qu'il ne s'agisse pas d'une entreprise génocidaire (spécifiquement dirigée contre les civils), tout indique que la valeur seuil des victimes non-combattantes est très élevée. En effet, environ 50 enfants et adolescents meurent chaque jour, depuis six mois, sous les bombes israéliennes. Il faut ajouter à cela la destruction massive des infrastructures civiles et des habitations, laquelle engendre ce que Rob Nixon appelle une «violence lente». Les gens meurent à petit feu.

**Une autre justification de la Guerre contre le terrorisme consiste à prétendre qu'elle s'inscrit dans le cadre du droit international. L'usage des IA dans le cadre militaire et de Habsora en particulier respecte-t-il le droit international humanitaire ?**

Il est difficile de répondre à cette question car on ne sait pas exactement comment Habsora est paramétré. L'enquête du magazine israélien 972 suggère que le commandement israélien utilise un subterfuge. Habsora serait paramétré pour proposer un maximum de cibles militaires se trouvant *dans des infrastructures civiles*, typiquement l'étage d'un immeuble où réside probablement un combattant du Hamas et dont on sait que la destruction entraînera l'effondrement de l'immeuble dans son ensemble. Si cela est vrai, d'un point de vue formel, les civils ne seraient pas visés – conformément à un principe cardinal du droit international humanitaire – mais la mort des civils pourrait, elle, être planifiée, ce qui est criminel.

La question de savoir si Israël perpètre un génocide, un crime contre l'humanité ou des crimes de guerre à Gaza est importante. Les ONG de défense des droits humains et les États sensibles à la cause palestinienne (comme l'Afrique du Sud) ont raison d'utiliser cet instrument. Il faut tout faire pour arrêter les massacres en cours et la violence lente que j'évoquais. Cependant, je pense qu'il ne faut pas faire du droit l'alpha et l'oméga de l'évaluation morale d'une violence guerrière. Rappelons que le droit international humanitaire n'interdit pas de tuer des civils, seulement de les viser et d'en tuer un nombre disproportionné par rapport à l'effet militaire recherché, ce qui est très subjectif. Les États capables de produire des technologies comme Habsora peuvent mimer le respect du droit international humanitaire pour, concrètement, massacrer une population civile et détruire ses lieux de vie. Imaginons qu'une cour stipule que les bombardements israéliens à Gaza sont licites. Cela ne changerait rien au fait que 150 personnes, dont 50 enfants et adolescents, meurent, chaque jour, dans ces bombardements.

**Ce même article de 972 désigne Habsora comme «une usine d'assassinats de masse». Est-ce que le fait que le nombre de cibles – et donc de frappes – soit décuplé par les capacités de traitement de l'IA, entraîne la mort de plus de civils ?**

Dans cet article, l'ancien chef d'État-major des forces armées israéliennes explique qu'avant l'IA, le commandement israélien était capable de produire, grâce au renseignement humain, une cinquantaine de cibles *par an* et que Habsora en fournit une centaine *par jour* ! Donc effectivement, ce type de logiciel décuple de manière inouïe le nombre de cibles. Il ne peut que faciliter l'augmentation du volume de la violence.

**Les IA sont souvent présentées comme des technologies plus morales parce qu'elles ne feraient pas d'erreur ou seraient neutres. Est-ce que cela redouble la nécessité d'engager un débat sur leurs usages dans un cadre militaire ?**

J'ai commencé à répondre à cette question en montrant l'impact de cette technologie sur la mortalité des civils. Il convient d'aborder un autre point : l'hypothèse de l'automatisation totale. Nous n'y sommes pas encore : les IA comme Habsora se contentent de générer des cibles que le commandement décide, ou non, d'éliminer. Il serait cependant possible de franchir un nouveau pas et de produire des engins complètement automatisés qui décideraient aussi de l'ouverture du feu. L'enjeu éthique et démocratique est criant et il faut discuter de cette évolution. C'est d'ailleurs un enjeu qui dépasse largement la question de la guerre. Tout indique qu'il serait sage de faire une pause dans le développement des IA et de débattre de leur bienfondé et de la régulation de leurs usages.

# Réimaginer le rôle de la culture

**Dans *Seule l'imagination peut nous sauver*, un manifeste adressé aux politiques et aux médias, Michael De Cock, directeur du KVS (le théâtre royal flamand), nous rappelle toute l'importance des arts dans nos sociétés. Celui qui est aussi écrivain et dramaturge bilingue propose un plaidoyer ambitieux et provocateur pour mettre en avant la culture comme étant ce lien particulier qui nous unit. Et pour repartir à la rencontre de l'imagination, le théâtre est particulièrement adéquat.**

**P**our Michael De Cock, la culture n'est pas la cerise sur le gâteau, mais bien le fondement sur lequel se bâtit une société digne et humaine. Et il n'y a rien qui soit plus à même de faire communauté que le théâtre. C'est même selon lui ce qui le distingue des autres disciplines artistiques. Peut-être parce qu'il sauve avec le courage du désespoir ce qui menaçait de se perdre à jamais ? Le théâtre est par excellence l'art qui vit du lien et de la rencontre, qui croit en l'espoir, que les histoires et la transmission des histoires peuvent faire bouger les choses. Quand on ferme les théâtres, on ferme la communauté. Et pour une société c'est la fin.

Que peut véritablement signifier un théâtre public pour une ville ? Pour De Cock qui dirige la plus grande institution théâtrale belge néerlandophone, « *un théâtre ne doit pas être au service d'une carrière ou d'une trajectoire* ». Il dresse le portrait du théâtre idéal au service de la société. Un théâtre où la diversité des voix soit une prémisses. Où les représentations se donnent à différentes heures de la journée pour être accessibles à un maximum de personnes. Un endroit relié à son quartier et ancré dans la ville. Un théâtre où la diversité ne serait pas une fin en soi mais un postulat. Et tant la diversité des origines que celles des âges et des genres. En somme, un théâtre où les artistes ont et prennent le

temps de chercher, de réfléchir et de se perfectionner. En échange, ils et elles se coacheraient mutuellement, entameraient un dialogue avec le public. Et iraient de temps à autre dans les écoles pour entraîner les jeunes dans leur sillage et leur faire comprendre que le théâtre pourrait bien aussi être pour eux et pour elles, quelles que soient leurs compétences. Pourvu que la passion y soit. Un lieu écrit-il où « *l'imagination est au pouvoir et où elle ouvre des portes dans les cerveaux* ».

## GUÉRIR NOS IMAGINAIRES

*Ces trois dernières années, écrit Michaël de Cock, le soutien sociétal en faveur de la culture s'est cruellement effrité. On nous fait passer pour une bande de profiteurs et de profiteuses. C'est extrêmement nocif ; je dirais même que c'est une menace pour la démocratie*. Plus que jamais le monde culturel doit donc se rassembler au niveau local, national et international. Le théâtre est (re)devenu un endroit où l'on essaye de se reconnecter aux autres. Et le KVS a toujours défendu un projet d'émancipation inscrit dans le contexte d'une ville, Bruxelles, qui est une mosaïque de minorités qu'il faut représenter. Une multiplicité d'autant plus nécessaire qu'aujourd'hui on se dirige vers une uniformisation de la culture et une néolibéralisation de plus en plus importante du secteur. La vocation politique du théâtre, c'est en somme un remède pour revigorer et guérir nos imaginaires.

PAR SABINE BEAUCAMP

D'où aussi un clair appel de l'auteur à se politiser : « *On ne peut pas être un bon artiste si l'on ne comprend pas le contexte politique et qu'on ne prend pas position. Cela fait partie du métier. Et si on a une once de pouvoir, on doit s'exprimer. Sinon, à quoi servirait ce pouvoir ? Nous devons organiser un contre-courant. Un courant antagoniste dont puissent faire partie le monde de la culture, la société civile et les citoyens et citoyennes, qui formeraient ainsi une nouvelle communauté.* » Cette nécessité de se diriger vers une culture qui rassemble se fait sentir alors même que le monde fait face à des tendances antidémocratiques. Ou des racornissements comme ceux prônés par la N-VA qui veulent figer l'identité flamande.

Le livre de De Cock, nous rappelle en fin de compte que dans le secteur culturel, l'audace est nécessaire. Et en Belgique, cela commence par prendre le temps de connaître ce qui se fait de l'autre côté de la frontière linguistique et laisser libre cours à toutes les imaginations. « *C'est ce dont nous avons besoin en ces temps de conflits et de polarisation* » estime-t-il. Abordons *l'imagination avec imagination !* »



Michael De Cock, *Seule l'imagination peut nous sauver*, Racines, 2023

# En luttres et en chansons



Illustration : VM

Depuis une dizaine d'années, le collectif Chants de Lutte, porté par les associations Bruxelles Laïque, Centre Librex, Maison du Livre, Midis de la Poésie et PAC Bruxelles, propose régulièrement des activités autour de la chanson engagée et de la puissance collective du chant. En 2023, celui-ci a voulu se mettre au service d'une cause bien concrète en proposant au Comité des femmes sans-papiers de les accompagner dans la création d'une chorale afin de puiser dans la joie, l'harmonie, les polyphonies et la force collective du chant des ressources supplémentaires pour nourrir leurs combats. Pendant trois mois, avec le soutien du Collectif Formation Société, Chants de Lutte a mené des ateliers d'écriture et de chant avec des femmes sans-papiers.

PAR MARINE DESSARD ET STÉPHANIE GILLET

**J**eudi matin, 11h, le café est servi, les pains au lait sont sur la table. On chante, on partage, on rigole. Le Comité des femmes sans-papiers au grand complet, une cinquantaine de femmes, s'échauffe déjà. Dès avant l'heure prévue pour l'atelier, la chorale s'est installée, les voix s'unissent et résonnent dans les couloirs...

*« Nous sommes des femmes du monde entier  
Nous sommes vos amies, vos collègues  
depuis des années  
Nous sommes près de vous, dans vos  
quartiers, vos maisons  
Nous apportons diversité, joie et gaieté  
On vit ici depuis si longtemps  
Ignorées, invisibles et sans voix  
Nous sommes fatiguées  
Nous sommes fatiguées  
De vivre sans papiers  
Nous chantons dans l'espoir de tout changer  
Luttons ensemble  
Soyons solidaires, toutes unies  
La main dans la main  
Pour revendiquer d'être régularisées  
Et le droit de vivre ici  
Dans la dignité »*



Pour Laetitia Assemien, porte-parole du Comité des femmes sans-papiers, faire résonner ces chants collectivement, c'est lutter ensemble. Écrire une chanson qui parle des réalités et des revendications pour une vie digne, point commun à toutes ces femmes, tout comme entonner des chants de lutte connus contemporains apporte force et courage à ces femmes. Citons par exemple « Assibonanga » de Johnny Clegg, qui dénonçait l'apartheid en Afrique du Sud, ou encore « Ouvrez les frontières » de Tiken Jack Fakoly, évoquant la fermeture des frontières par les pays du Nord, ainsi que la non-réciprocité dans la liberté de circulation ou encore le pillage par les pays occidentaux des ressources naturelles de la Côte d'Ivoire.

La chorale crée un espace pour souffler, se ressourcer, éprouver de la joie tout en exprimant la colère, le ras-le-bol.

## UN COMITÉ QUI EXISTE DEPUIS PRESQUE 10 ANS

Nicole Dontot, militante qui accompagne le groupe depuis ses débuts, nous raconte que le Comité des femmes sans-papiers est né en septembre 2015, sous l'impulsion de militantes et avec la volonté de rendre visible le destin de ces femmes. Au départ, elles ont organisé à Bruxelles des manifestations tous les mercredis entre le Boulevard Anspach et la Place de Brouckère. Des tracts y étaient distribués en musique. À sa création, le Comité comptait une quinzaine de femmes. Des associations se sont très rapidement organisées pour leur mettre à disposition des espaces de rencontre et de formation. Depuis 2020, le Collectif Formation Société les accueille et coorganise les actions du Bureau d'étude des sans-papiers (BEPS) qui s'occupe de la formation hebdomadaire des femmes du Comité.

Avant la création du Comité, les femmes faisaient partie de la Coordination des sans-papiers mais la mixité de ce lieu connaissait certaines limites<sup>1</sup>. Parmi ces limites, notamment, le fait que les femmes étaient peu nombreuses, que leurs problématiques spécifiques n'étaient pas abordées de manière assez concrète, que les porte-paroles étaient majoritairement des hommes... Leurs combats, leurs revendications devaient s'inscrire dans la lutte féministe. Soutenues par la Coordination des sans-papiers de Belgique, il était essentiel que les femmes sans-papiers se fédèrent et se forment pour pouvoir témoigner, analyser collectivement leur situation, préciser leurs revendications spécifiques en tant que femmes, mais aussi prendre la parole pour se faire entendre, donner leur avis sans se laisser impressionner par le rôle minime que d'autres sont souvent tentés de leur laisser. Ainsi, elles ont pris conscience de l'importance d'interagir dans n'importe quelle situation et se sortir de l'invisibilité pour entrer dans le champ de l'existence. Aujourd'hui, la formation des femmes complète et renforce l'espace de parole et d'analyse de la Coordination des sans-papiers. Elle contribue à rendre davantage visibles les problématiques spécifiques des femmes sans-papiers<sup>2</sup>.

Le Comité des femmes sans papiers regroupe « *des femmes, sans-papiers, de différentes origines, qui veulent sortir et rencontrer d'autres femmes, sans et avec papiers, pour partager leurs difficultés, leurs expériences et leurs connaissances. Elles sont dans la lutte pour exprimer les questions spécifiques des femmes sans-papiers vivant souvent seules, cheffes de familles vulnérables et exposées à toutes les formes de violences.* »<sup>3</sup>

Cette année, Chants de luttés a voulu soutenir la lutte des femmes sans-papiers car elles se trouvent à l'intersection de multiples systèmes de violences et de discriminations. Les femmes sans-papiers sont extrêmement vulnérables d'une part car elles sont généralement en situation de grande précarité, et d'autre part, parce que lorsqu'elles travaillent, elles sont très souvent exploitées.

## CHANTER, UN OUTIL DE RÉSISTANCE

En tant que femmes sans-papiers, chanter dans la rue est déjà un acte militant : c'est prendre possession d'un espace majoritairement masculin. Descendre dans la rue et chanter pour lutter contre l'invisibilisation par la survisibilisation. La chorale se fait vectrice de cette présence féminine tonitruante. Une chorale prend de l'espace, dénonce, galvanise, rassemble. Entonnée à l'unisson dans les manifestations, la chanson déploie un redoutable potentiel militant. Le chant revêt également une fonction cathartique, permettant de mettre des mots sur des maux, d'exorciser le cafard ou la dureté du quotidien.

Le chant dans la lutte porte le combat, il permet de ressentir l'unité, de tisser des liens, de créer des moments de partage et de solidarité. Il porte un message commun dans la joie, interpelle ceux qui écoutent. Chanter permet d'oraliser des récits d'une grande violence. Lors d'un blocage, d'une expulsion, le chant unit, le chant apporte un moment de cohésion. La chorale crée un lieu d'expression pour se faire du bien.

Dans le carnet de chants *En lutte*, Véronique Servat nous explique que « depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, on s'unit dans le chant, on y puise une force depuis le fond de ses poumons. »<sup>4</sup> Les chants de luttés lient les militantes d'une cause, portent le combat, expriment des revendications. Lorsque la répression guette, quand l'issue d'une lutte et de ses manifestations est incertaine, le chant galvanise, coordonne, unit, même si l'on sait bien que tout est loin d'être toujours tout rose au pays des contestations. « C'est aussi une façon de déjouer les difficultés de l'ordinaire des luttés, de conjurer les déceptions, les défaites et les peurs » précise Véronique Servat.

« Le chant dans la lutte porte le combat, il permet de ressentir l'unité, de tisser des liens, de créer des moments de partage et de solidarité. »

«La musique apporte un aspect joyeux et vivant qui tranche avec l'image habituelle des militant-es, mettant à distance le modèle de lutte patriarcal qui transparait dans nos imaginaires.»

## JOIE MILITANTE

Le chant dans les luttes, spécifiquement féministes et antiracistes, résonne avec un livre et un concept partagés par carla bergman et Nick Montgomery dans *Joie militante, construire des luttes en prise avec leurs mondes*<sup>5</sup>. Ces deux auteur-rices essaient de remonter les pistes de ce qui produit le radicalisme rigide lequel vient empêcher la joie d'apparaître dans la pratique militante. Iels définissent le radicalisme comme le fait de construire une idée précise de ce qu'il faut faire et de ce qu'il faut penser. Cette même idée précise va conduire à évaluer toute nouvelle initiative, toute nouvelle personne, toute nouvelle dynamique collective au regard de cette grille de lecture et le plus souvent mener à la disqualifier.

Contre le radicalisme rigide, *Joie militante* tente de faire le lien entre résistance et épanouissement avec, au centre, cette question: comment cultiver la joie dans nos façons de lutter?

Iels définissent la joie comme une atmosphère plus qu'un instant précis. On peut vivre dans la joie et avoir des moments de tristesse, de peur, de colère. La joie est comme une épice qui est constamment présente et qui saupoudre nos actions. La joie militante peut être vue comme un processus de transformation de notre capacité à agir sur le monde et à se laisser transformer par lui. Elle est ce qui nous met en mouvement dans les luttes.

Lutter à partir d'une position d'oppression dans la société implique de faire face à des émotions négatives. Écrire sur la joie militante n'est pas une injonction à mettre de côté ces émotions-là. Penser la joie comme un processus permet de s'intéresser aux leviers par lesquels les personnes se sentent plus vivantes, plus capables et plus puissantes ensemble.

La musique apporte un aspect joyeux et vivant qui tranche avec l'image habituelle des militant-es, mettant à distance le modèle de lutte patriarcal qui transparait dans nos imaginaires. Les chorales militantes donnent à voir un combat féministe et antiraciste (et contre toutes les autres discriminations) d'une vitalité et d'une inventivité renouvelée. Derrière l'apparente légèreté de cette manière de militer, les revendications qui sont portées n'en sont pas moins puissantes et engagées. Le chant construit une communauté militante tout en se voulant un outil pour transmettre la mémoire de groupes minorisés.

Empuissantées par ces premières expériences, les chanteuses ont pris confiance, se sont autonomisées et ont gagné en assurance. En route vers l'autogestion, elles sont sollicitées de toutes parts et vous ne manquerez pas de les croiser ici ou là, au détour d'un festival ou d'une manifestation.

Retrouvez l'actualité du «Comité des Femmes Sans-Papiers» sur leur groupe Facebook: [www.facebook.com/comitefemmesSP](http://www.facebook.com/comitefemmesSP)



Illustration: VM

1. Voir Serge Bagamboula, les femmes porte-paroles du Comité des femmes, Modou Ndiaye, Emmeline Dolléans, Alain Leduc et Khalid Chata, *Aspects spécifiques de la problématique des femmes sans-papiers - Témoigner - Analyser - Agir*, CFS, 2021 <https://ep.cfsasbl.be/aspects-specifiques-de-la-problematique-des-femmes-sans-papiers>
2. *Idem*.
3. Bureau d'étude des sans-papiers, Alain Leduc, Serge Bagamboula, Abel, Modou, Emmeline & Youri Lou Vertongen, *Enquête sur la situation des sans-papiers, recommandations pour les élections communales 2018*, CFS, 2018, page 3. <https://ep.cfsasbl.be/Enquete-sur-la-situation-des-sans-papiers-Recommandations-pour-les-elections>
4. Étienne Augris, Julien Blottière, Jean-Christophe Diedrich & Véronique Servat, *En lutte! Carnet de chants*, Le Détour, 2022.
5. carla bergman et Nick Montgomery, *Joie militante, construire des luttes en prise avec leurs mondes*, traduction de Juliette Rousseau, Le Commun, 2021.

# Fragilité numérique : des pistes pour résister



Face à toutes les questions que pose la digitalisation exponentielle de notre société, notamment celle de nos services publics, Présence et Action Culturelles (PAC) et le réseau des écrivain·es publiques ont organisé, le 13 décembre 2023 à Namur, une journée de réflexion intitulée «Fragilité numérique – citoyenneté et résistance». Celle-ci a permis de poser des balises sur les évolutions subies par les citoyen·nes et les effets sociaux que cela produit en terme de vulnérabilité numérique. Mais aussi d'explorer en quoi cela impactait la pratique de terrain des écrivain·es publiques. Petit retour sur ce qui s'y est raconté et qui permet d'y voir plus clair quant aux moyens à mettre en place afin de résister face à la numérisation à marche forcée de la société.

PAR GENEVIÈVE LEQUEUX,  
JULY ROBERT & PIERRE VANGILBERGEN

difficulté avec la lecture et/ou l'écriture, sont dès lors les premières victimes de cette tendance au tout numérique. Inégalités renforcées, déshumanisation des services administratifs, culpabilisation des citoyen·nes qui se sentent dépassé·es, renoncement progressif des bénéficiaires à leurs droits sont autant de constats posés et qui ont poussé le mouvement Présence et Action Culturelles à engager une réflexion approfondie sur le rôle des écrivain·es publiques.

Le Forum qui s'est tenu à Namur le 13 décembre 2023 fut donc une opportunité collective de questionner, d'apprendre et de réfléchir, en compagnie de diverses associations et actrices de terrain, sur la question de l'inclusion numérique et des fragilités engendrées par la numérisation massive ainsi que sa logique de déshumanisation.

Le début de cette journée a été ponctué par de nombreuses personnes dont le numérique et la numérisation de la société sont les domaines de compétences. La parole a également été donnée aux premières concerné·es, à savoir plusieurs membres du réseau des écrivain·es publiques, qui offrent leurs services sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. L'après-midi a, quant à elle,

**C**ela fait maintenant vingt ans qu'est né le réseau des écrivain·es publiques, afin d'apporter un appui et un soutien dans la compréhension et l'écriture de textes, principalement administratifs, à des personnes en fragilité. L'objectif avoué de ce réseau et des bénévoles qui s'y investissent est d'autonomiser et de responsabiliser tout·e un·e chacun·e afin qu'iel puisse ensuite effectuer seul·e des démarches. Le rôle éducatif des écrivain·es publiques consiste ainsi à aider les bénéficiaires à comprendre les courriers qu'iels reçoivent, à formuler leurs réponses et à éclairer les aspects du monde dans lequel iels vivent.

En vingt ans, les nombreux changements sociétaux ont constamment poussé les écrivain·es publiques à faire évoluer leur fonction et à ajuster leurs actions. Ces cinq dernières années, cette tendance s'est accélérée en raison de la digitalisation croissante de la société et, plus particulièrement, de ses services publics et de l'accès aux droits sociaux et fondamentaux. Les procédures numériques, outre le fait qu'elles ne soient pas accessibles à toutes, sont souvent compliquées voire insurmontables pour un grand nombre de citoyen·nes. Face à cette révolution numérique, les bénéficiaires du réseau, se trouvant déjà dans une situation de

été consacrée à des ateliers de réflexion en petits groupes, afin que les personnes présentes puissent s'approprier certaines thématiques telles que la résistance face au numérique, ses enjeux démocratiques ou encore le rôle de l'aidant·e numérique. Vous n'avez pas pu être présent·e? Voici les grandes lignes de ce qui a été discuté:

## MOBILISATION CITOYENNE CONTRE L'ORDONNANCE NUMÉRIQUE BRUXELLOISE

Stefan Platteau, administrateur du Collectif des Acteurs Bruxellois de l'Accessibilité Numérique (CABAN) et coordinateur de l'ASBL Fobagra, a abordé l'impact de la dématérialisation des services sur l'accès aux droits avant de proposer des pistes de réflexion et autres préconisations autour de l'Ordonnance Numérique Bruxelloise. Cette dernière, adoptée à la mi-janvier, vient en effet d'entériner ni plus ni moins la numérisation des services publics bruxellois. Même si elle n'a pas pu la contrer, la forte mobilisation de nombreux·ses acteur·ices de terrain – plus de 200 associations rassemblées sous le slogan «L'humain d'abord! Des guichets, pas du numérique!» – a permis que le projet ne passe pas en l'état et soit amendé.

Parmi les revendications du collectif porté par Lire & Écrire, une ordonnance qui soit désormais centrée sur une accessibilité des services d'intérêt général qui garantisse le contact humain entre les citoyen·nes et les services, tout en luttant contre le non-recours aux droits. Il a également été question de la reconnaissance d'un droit à une alternative au numérique, en d'autres mots la formulation explicite dans l'ordonnance du recours aux guichets, au téléphone et au courrier comme alternatives au numérique ainsi que la reconnaissance d'un droit à l'accompagnement.

Mais surtout, la campagne du collectif a permis que la place du numérique dans le quotidien de la population soit questionnée, tout en mettant en lumière le nombre important de ceux qui sont appelé·es «les oublié·es du numérique». En effet, en Belgique, 7% de la population n'utilise pas internet et 39% des citoyen·nes ont de faibles compétences numériques. En 2021, 46% des Belges

de 16 à 74 ans étaient en situation de vulnérabilité numérique. Une situation encore plus critique à Bruxelles, vécue par 39% de la population. Un dernier chiffre éclairant: entre 2019 et 2021, 63% des personnes avec de faibles revenus se trouvent en situation de vulnérabilité numérique. Autant de personnes dans l'incapacité, ou du moins en grande difficulté, lorsqu'il s'agit de réaliser des démarches administratives qui passent par le biais du numérique.

## UN BAROMÈTRE STATISTIQUE

Périne Brotcorne, chercheuse au sein du Centre Interdisciplinaire de Recherche, Travail, État et Société (CIRTES) et assistante à la FOPES, UCLouvain, accompagnée de sa collègue Carole Bonnetier, ont établi un baromètre qui permet de dresser un état des lieux statistique des implications de la numérisation de la société sur la population. Leur premier constat est sans appel: la non-connexion diminue, mais le problème d'accès ne disparaît pas pour autant. En effet, en 2019, 90% des Belges avaient une connexion internet à domicile, contre 96% en 2020. 4% de la population sans connexion, c'est peu et c'est énorme à la fois. Car si on se focalise sur ces 4%, il y a une surreprésentation de personnes isolé·es, de pensionné·es, de personnes âgées, de personnes ne disposant pas d'un diplôme élevé, vivant avec de faibles revenus ou possédant un problème de santé invalidant.

Autre point «surprenant»: la fragilité numérique est loin d'être un phénomène marginal. Il ne touche pas que les personnes en situation de pauvreté, les personnes âgées ou issues de l'immigration. Il nous apprend que 46% (!) des Belges ont déjà dû avoir recours à une aide extérieure pour réaliser une démarche administrative en ligne. Et près d'un·e Belge sur deux affirme avoir déjà au moins une fois rencontré un problème dans un recours à l'administration en ligne.

Évidemment, tout le monde n'est pas logé·e à la même enseigne lorsqu'il s'agit de se faire aider. Pour demander une aide extérieure, il faut avoir la capacité de s'appuyer sur un réseau personnel, voire professionnel, ce qui n'est pas forcément

simple ni acquis. Et qui sont dès lors ceux qui sont les moins nombreux·es à demander une aide? Les personnes les plus isolées socialement, à savoir les demandeur·euses d'emploi avec de faibles revenus, les personnes isolées ou encore les familles monoparentales. Il est également important de noter que les personnes âgées de plus de 75 ans ne sont pas prises en compte dans ces statistiques, ce qui laisse entrevoir une situation générale encore plus grave que celle énoncée.

Périne Brotcorne a également souligné l'importance d'impulser dans la société un vaste débat qui interrogerait les contours et les limites de la société numérique. Autrement dit: quelles modalités inventer pour une numérisation au service de l'intérêt général?

## ON CONTINUE À RÉSISTER !

Que retenir de ce Forum? Il apparaît tout d'abord crucial d'ouvrir le débat de la numérisation de la société à un questionnement interdisciplinaire. En effet, la fragilité numérique, c'est bien plus qu'un «simple» non-accès à internet. La fragilité numérique, c'est un catalyseur d'autres inégalités, qu'il est essentiel de lier aux questions sociales et politiques afin de parvenir à une approche globale de cette problématique sociétale.

Il faut également garder à l'esprit que de nombreuses personnes ne souhaitent pas être connectées, qu'il s'agisse là d'un acte de résistance ou simplement d'un choix personnel. Est-il dès lors obligatoire de s'adapter à cette numérisation croissante?

C'est nourri par l'ensemble de ces discussions et de ces questionnements que le mouvement Présence et Action Culturelles continuera à former des écrivains et des écrivaines publiques, avec l'intime conviction que la numérisation de la société n'est certainement pas un idéal à atteindre pour demain et qu'elle doit nécessairement s'accompagner d'alternatives, afin que personne ne soit laissé sur le bord du chemin.

Il ne suffit pas de cliquer, mais bien de savoir pourquoi on clique!

# Le neuf, l'ennemi du mieux ?

**A**u chapitre des injonctions contradictoires, le binôme recyclage-innovation a le vent en poupe. Faire du neuf avec du vieux, mais surtout surtout, faire du neuf. Même ce qu'on faisait déjà très bien avant, le vieux doit prendre les atours de l'innovation pour trouver droit de cité. Pour preuve (une parmi un million) : « *L'ambition est d'innover, par exemple : que les musiciens créent en bibliothèque, que les graffeurs taguent les cours de récréation, que les danseurs investissent les locaux de scouts, que les plasticiens interrogent la question du genre ou encore que les auteurs écrivent au musée.* » Je cite ici un extrait d'un appel à projets paru en 2023 à destination des milieux culturels. Je ne le nommerai pas mais certains le reconnaîtront peut-être.

Je ne comprends pas qu'on continue en 2023 à procéder comme ça. D'abord, je ne vois pas ce qu'il y a d'innovant dans les exemples donnés. Et surtout, pourquoi faudrait-il à tout prix innover dans le champ de l'action culturelle ? Que nous est-il encore possible d'inventer et surtout pourquoi faire ? Si la création artistique a vocation à inventer des formes ce n'est pas nécessairement dans les modes d'inscription dans des territoires, selon des modalités formatées et *formatantes* que cette transformation va naître.

Décentrons-nous, partons en voyage, dans le temps et dans l'espace. En 2004, le musicien Gilberto Gil est ministre de la Culture du gouvernement de Lula au Brésil et lance le programme *Pontos de cultura*, les points de culture, théorisé par l'auteur Celio Turino à partir de la métaphore des points d'acupuncture. Il existe alors dans le pays une multitude de personnes, de groupes, de communautés qui ont des pratiques culturelles, parfois des modes d'existence, formant le réseau vital de la société. Le programme du gouvernement consiste à « masser » ces points sensibles / de sensibilité par des financements visant à faciliter et, au besoin, faire grandir l'existant, à connecter les approches, à soutenir ce qui vivait parfois péniblement et dans une forme d'invisibilité.



La vision que porte cette politique publique m'a marquée car c'est l'antithèse de notre logique désormais si commune : celle de *l'appel à projets* émanant des institutions régionales ou européennes. « *Assumer la réalité dans laquelle on vit est la condition préalable pour essayer de la modifier en sachant à quoi s'en tenir et pour éventuellement la rendre un minimum vivable.* » écrit Javier López Alós dans sa *Critique de la raison précaire – Comment la précarité impacte les savoirs* (MKF édition, 2023). Dont acte : Active depuis plus de 15 ans dans le milieu socioculturel, j'ai toujours cru que j'étais plus maline, que je pourrais piéger le système. Répondre aux appels, placer les bons mots, mettre en forme ma pensée pour qu'elle rentre dans les cases attendues tout en gardant ma capacité à faire les choses comme je l'entends, comme il me semble juste et pertinent, selon les contextes. Sauf qu'à force de vendre

du rêve, de dire que je vais changer le monde à grand coup d'art participatif, de mise en réseaux forcés, de développement de la conscience citoyenne par l'art et la culture, en diversifiant les publics, en intéressant ceux qui ne le sont pas – parce que c'est ce qu'on attend de moi – et que nous avons besoin de mettre du beurre gouvernemental dans les épinards. À force de devoir en faire des tonnes à l'aide des mots, j'ai fini par installer cette petite voix au fond de moi qui se sent toujours en défaut, qui voit toujours ce qui pourrait être mieux ou autrement, sans vraiment comprendre ce pourquoi il devrait effectivement en être autrement, en perdant de vue ce qui réellement compte, sans mesurer vraiment comment les moyens dont on (ne) dispose (pas) limitent nos actions, restreignent nos temps.

Chercher sans cesse à renouveler les arguments qui devraient justifier nos existences alimente nos sentiments d'imposture, nourrit nos épuisements et l'esprit de compétition au cœur d'un système de récompense qui précarise l'ensemble de nos terrains d'expérimentation. Face à la disproportion des attentes placées dans le temps disponible, un temps balisé par des échéances de courts termes, l'auteur de la *Critique de la raison précaire* demande « *Pourquoi continuons-nous ?* » et nous finirons en le laissant répondre : « *Face à l'exigence néolibérale du mouvement constant, le renoncement authentique présente un aspect dysfonctionnel, en raison de son caractère apparemment passif et de l'abandon d'un désir. Mais la vérité est qu'aujourd'hui, il vaut la peine de revendiquer le renoncement comme le droit de dire "non" ou "c'est fini".* »

PAR VALENTINE BONOMO

# MÉTAL À CONVICTION

PAR PIERRE VANGILBERGEN



CC BY-NC-ND 2.0 DEED2

On est là pour faire de la musique, pas pour parler de politique». L'adage est bien connu dans le milieu du metal. Et pourtant... celles et ceux qui disent cela ont la mémoire courte. Depuis ses origines au début des années 70, le metal est un des courants musicaux les plus contestataires. Même si certain·es tentent aujourd'hui de s'en affranchir, d'autres groupes au contraire n'ont pas peur de clamer haut et fort leur opinion politique, optant également pour le bon côté de l'échiquier en évitant de s'embourber dans des idées aussi extrémistes qu'abjectes. En d'autres mots : être progressiste et pratiquer de la musique extrême, c'est toujours bel et bien possible.

Parmi ces groupes, Sunrot, originaire du New Jersey, n'a pas particulièrement sa langue en poche : « Quand on est en tournée aux États-Unis, on essaie toujours de jouer dans des États dotés de lois anti-trans, anti-queer et anti-mouvement pro-choix, afin de faire face aux personnes qui veulent notre mort et d'emmerder le plus grand nombre possible de réacs<sup>1</sup> », explique le vocaliste du groupe, Lex Santiago.

Non seulement très sensible aux questions de genres, Sunrot s'inscrit par ailleurs dans une critique virulente du capitalisme et du colonialisme. Un élan sans équivoque à combattre ces idéologies, cristallisé il y a peu, en 2023,

dans le morceau *Gutter* : « Nous avons terni ton visage – Embrassé ton océan – Nous avons déchiré ton ciel – Baigné dans des pluies acides – Nous sommes des menteurs, tricheurs, voleurs, tueurs ». Un portrait sans concession, totalement assumé par Ross Bradley, le bassiste du groupe. « *Gutter est un morceau plein de chagrin et d'espoir. Le génocide écologique, comme le projet Cop City qui détruit actuellement les forêts d'Atlanta, est de plus en plus courant. L'appétit insatiable du colonialisme et du capitalisme vise à mettre fin à la vie sur terre pour en tirer du profit. Cela ne s'arrêtera pas tant que nous ne l'arrêterons pas. Nous pensons que la terre appartient à ses gardiens indigènes et qu'elle doit leur être rendue. Gutter est un appel à l'action, dans l'espoir qu'un monde meilleur soit toujours possible, et même inévitable, si c'est ce que nous choisissons<sup>2</sup> ».*

En effet, l'Atlanta Public Safety Training Center, mieux connu sous le nom de Cop City, est un projet qui fait actuellement beaucoup de bruit en Georgie. Il s'agit de la construction, toujours en cours, d'un vaste campus afin d'y former de futures pompier·es et policier·es. Mais pour que ce complexe puisse voir le jour, il leur est notamment nécessaire de raser une bonne partie de territoires boisés, appartenant initialement aux Creeks, une tribu d'Amérindien·es chassé·es par le gouvernement fédéral en 1830<sup>3</sup>. Un projet qui, s'il était exécuté

en Belgique, pourrait être qualifié d'écocide. Aux États-Unis, le mouvement visant à protéger les lieux est sans cesse poursuivi par les autorités et s'en est déjà suivi par des dizaines d'arrestations pour « terrorisme domestique ».

« Un règne de ruine – Nous sommes en deuil – Sans l'ombre d'un doute – La source a toujours été la cupidité », poursuit le morceau *Gutter*, dans un sludge plutôt énervé, crasseux à souhait et pour l'occasion rejoint par Bryan Funck (vocaliste du groupe Thou) et l'artiste Emily McWilliams. Ce combat à Atlanta pour la préservation de l'écosystème n'est aussi pas sans rappeler d'autres luttes similaires, telles que les ZAD en France, en Suisse et en Belgique. Ces ZAD – pour Zone à défendre – sont des occupations de certains espaces, ces derniers étant voués à y accueillir des projets qui anéantiront l'écosystème présent sur place.

On pense par exemple à la ZAD d'Arlon, démarrée en 2019, qui avait pour objectif de bloquer la construction d'un parc d'activités économiques, afin de préserver la sablière de la région et de sauvegarder la biodiversité en place. Le camp de zadistes sera finalement rasé en 2021, mais a néanmoins permis que le projet prenne davantage en compte le vivant présent sur le territoire convoité. Un peu plus de 700 km plus loin, on pense également à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, en France, démarrée en 2008 et devenue une zone emblématique de lutte contre le projet de construction d'un aéroport. Après 10 ans de combats, le projet d'aéroport est finalement abandonné, en 2018. Cette fois-ci, le bras de fer a donné raison aux militant·es.

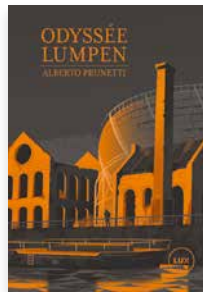
« C'est notre choix – Nous pouvons choisir autre chose », clôture Lex Santiago, à pleins poumons, en fin de morceau. Un phare dans l'océan, décidément plus que nécessaire en ces temps troublés.

1. <https://echoesanddust.com/2023/05/sunrot>
2. [www.metalsucks.net/2023/02/02/sunrot-announce-their-second-album-and-drop-a-sludgy-bomb-with-their-latest-single-gutter](http://www.metalsucks.net/2023/02/02/sunrot-announce-their-second-album-and-drop-a-sludgy-bomb-with-their-latest-single-gutter)
3. Lire à ce propos Pierre Vangilbergen, « Les larmes des apatrides », *Agir par la culture* N°57, Printemps 2019 [www.agirparlaculture.be/les-larmes-des-apatrides](http://www.agirparlaculture.be/les-larmes-des-apatrides).

**Une histoire de la conquête spatiale //**  
Irénee Régnauld &  
Arnaud Saint-Martin //  
La Fabrique, 2024

Cette histoire sociale et politique de la conquête spatiale se dévore et nous titille tant elle vient questionner des évidences. Car ce n'est pas un hasard si nous sommes quelque peu fascinés par ces fusées qui s'envolent avec fracas, quand bien même elles participent à la destruction des écosystèmes pour de si maigres retombées positives eu égard aux fonds colossaux engagés. En réalité, loin d'être une « *inclination naturelle de l'espèce humaine pour les moteurs à ergols liquides* », le désir d'occuper l'espace est tout à fait construit. Et rarement critiqué. Au fil des pages, on se rend compte à quel point nous avons été abreuvés de discours grandiloquents et de science-spectacle, de films et livres de SF, de dessins animés et de maquettes, d'images de synthèses et d'autres vues d'artistes imaginant un éternel futur proche fait de colonisation de la Lune puis de Mars. On nous a aussi « vendu l'espace » en portant aux pinacles la figure de l'astronote – alors même, apprend-on que le vol habité, ultra-coûteux et complexe, n'est pas très rentable pour l'exploration spatiale. C'est donc toute une « astroculture », soutenant une industrie puissante et de juteux profits, que décortiquent patiemment les deux auteurs d'*Une histoire de la conquête spatiale*. Ces récits, souvent calqués sur l'idée de conquête de l'Ouest et du projet colonial, visent à naturaliser une idéologie en la faisant passer pour un besoin ancestral de l'humanité. Cette utopie spatiale permet au passage de nous faire oublier le tropisme marchand et surtout militaire et de la conquête des étoiles. Car « *les fusées ne sont rien de plus que des missiles recyclés* » comme l'indiquent les deux auteurs qui plus loin, pointent toute la proximité entre le complexe militaro-industriel et l'espace dont on vise l'« arsenalisation ». L'ouvrage commence d'ailleurs par revenir sur les origines honteuses et refoulées des fusées puisque toutes descendent des V2 allemands. Et nos programmes spatiaux pilotés par des savants nazis récupérés par les grandes puissances après-guerre... Le livre, ultra riche dans ses analyses des permanences/ruptures en matière de représentations et pratiques de l'espace se penche aussi sur l'astrocapitalisme qui se déploie (souvent sur des deniers publics) depuis les années 1960 pour mettre l'espace au service du marché. Le Space X du milliardaire Elon Musk n'en constitue qu'un des derniers avatars. Un passionnant éclairage des mécanismes et articulations complexes du capitalisme contemporain par l'exploration de l'idéologie de la conquête du ciel et par le dévoilement des logiques de ses acteurs au sol. **AB** \_

## lecture



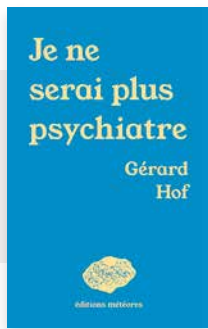
**Odysée Lumpen //**  
Alberto Prunetti  
// Lux, 2024

Alberto Prunetti a vécu à Londres dans les années 1980. Premier universitaire d'une famille ouvrière de Toscane – son père était métallurgiste et était fier de construire des rails de chemin de fer –, il raconte cette période rocambolesque dans *Odysée lumpen*, un véritable conte relatant les péripéties des travailleurs au salaire minimum. « Précaires de tous les pays unissez-vous » aurait dit l'autre. Indigné par ses conditions de travail exécrables, mal payé, exploité et surveillé par ses patrons, il dénonce à coups de traits d'esprit et de répliques cinglantes ce qu'il appelle l'esclavage du salariat à taux minimum, de même que « *l'atmosphère d'abrutissement* » des milieux de travail où il atterrit. Un roman divertissant, socialement engagé, mais surtout hilarant, truculent et jubilatoire. Les mots virevoltent entre la langue de Molière et celles de Shakespeare et Dante. Les mots se croisent, se heurtent. Le résultat, d'abord déroutant, s'avère vite d'une couleur et d'une beauté uniques. Ces tribulations épiques nous font rencontrer entre autres un pizzaiolo, un laveur de toilettes et un cueilleur de framboises. En début et en fin de récit, Prunetti évoque son père, la fierté de la classe ouvrière et l'importance de la transmission de ses valeurs. Vibrant, émouvant, exaltant. **OS** \_

**Écopsychologie //** Theodore Roszak, Allen Kanner  
& Mary Gomes // Wildproject, 2023

Au travers de toutes ses contributions, *Écopsychologie. Le soin de l'âme et de la terre* interroge comment et pourquoi la psychologie en est venue à se détacher autant du réel. De l'anthropologie au chamanisme en passant par les écoféminismes, les auteures retissent des liens entre vie intérieure et monde extérieur, entre ce que l'on dit personnel et le planétaire. L'humain a, au fil des siècles, acquis une maîtrise sur le monde qui a fini par le détacher de sa nature, de la nature, engendrant un mal-être que le monde médical tend aujourd'hui à prendre en charge de manière isolée, voire individualiste. L'écopsychologie constitue une tentative de restaurer cette union entre le moi intime et son milieu. Cela peut paraître trivial, mais depuis des siècles, l'humain exploite, abîme, creuse, fore, transforme la planète sans égard. Or, l'écopsychologie s'engage justement « *à appréhender les personnes en tant*

*qu'acteurs et actrices sur la scène planétaire qui façonnent le système biosphérique et sont façonnées par lui* ». Aujourd'hui, notre planète est au plus mal et nous, êtres humains, en portons la responsabilité. Si l'on accepte le postulat que l'humain est nature, il n'est pas idiot d'imaginer qu'il aille mal dès lors qu'elle va mal. Et l'essor croissant des nouvelles technologies et du technosolutionnisme n'est que la pointe de l'iceberg des lignes de fuite que nous adoptons plutôt que d'affronter ce qui est. L'humain ne vit plus en harmonie avec la nature depuis des centaines d'années. Or, s'il changeait de posture vis-à-vis de son environnement, il pourrait prendre davantage soin de lui, individuellement et collectivement. Loin de tout essentialisme, les différentes contributeures apportent de nombreuses pistes de réflexion en affirmant qu'il ne peut y avoir de santé mentale sans relation saine avec le monde. **JR** \_



4



5



6

4

**Je ne serai plus psychiatre //**  
Gérard Hof // Météore, 2024 (Rééd. 1976)

Gérard Hof a étudié la médecine avant de se spécialiser dans la psychiatrie avec l'espoir d'apporter une dimension plus humaine au monde médical et aux soins apportés aux personnes en détresse. Rapidement révolté par l'institutionnalisation des pratiques et par la marchandisation des soins, il s'engage dans une pratique hétérodoxe mêlant activisme et propositions novatrices pour venir bousculer les codes. Et, il ne faut pas avoir peur de le dire, sa patientèle et ses collègues, ce qui ne sera pas sans conséquence sur sa « carrière ». Au début des années 1970, l'approche dominante de la psychiatrie est au scientisme et au positivisme. Les patientes interné-es se voient bourré-es de neuroleptiques et les psychiatres en place semblent s'accommoder des modes de fonctionnement de l'institution. Dans sa révolte, Gérard Hof parvient à embarquer certaines collègues et autres patient-es pour mener des actions de désobéissance collective avec pour objectif avoué de venir troubler la marche normale de l'hôpital et de remettre en cause

les rapports hiérarchiques. Avec certains succès, il faut le reconnaître... Le texte que rééditent les éditions Météores est d'une acuité et d'une actualité désarmante. Comme le dit Renaud-Selim Sanli dans son introduction inédite : « *La séquence politique a changé, les institutions aussi, mais nous ne cessons de revenir aux années 1960-1970 afin de tenter de rejouer les aspects les plus fondamentaux de la sectorisation. C'est pourquoi, si la grille de lecture de Gérard Hof et de ses camarades de combat n'est pas simplement transposable, ce qui les concernait nous concerne encore* ». Si l'on peut regretter un certain manque de nuance et de recontextualisation du propos, il n'en demeure pas moins que le texte de Hof et sa critique acerbe du monde médical et de ses cadres normatifs restent extrêmement intéressants. Sa dénonciation du positionnement de la maladie mentale dans le circuit de la marchandise ou encore de l'industrie pharmaceutique résonne encore aujourd'hui. **JR** \_

5

**Respire //** Marielle Macé  
// Verdier, 2023

Respire. Respire. Respire. Un mot que l'on répète à l'envi tant il brasse l'essentiel, un air respirable, indispensable à la vie. *Respire* est un court récit de l'autrice française Marielle Macé qui, en 128 pages, fait le constat des entraves à cette action mécanique aussi basique qu'essentielle qu'est la respiration, au sein d'un monde devenu oppressant, asphyxiant. Un petit ouvrage que l'on termine par une expiration de soulagement, tant notre besoin d'air est grand. *Respire* raconte l'asphyxie des sols, de nos quotidiens saturés, de nos relations. *Respire* est un ouvrage qui autorise voire appelle à parler pour souffler, pour faire entrer et sortir l'air, pour le renouveler autour de mots pesés et pensés. Un court ouvrage poétique et engagé, propice à l'arpentage – cette technique d'animation de lecture en groupe visant à découper un ouvrage en plusieurs parties – pour rêver un nouveau souffle. **CC** \_

6

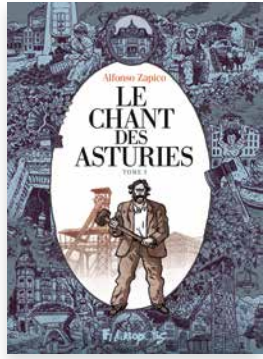
**Mémoires terrestres //** Vandana Shiva // Rue de l'échiquier, Wildproject, 2023

Alors qu'on pourrait s'attendre initialement à une autobiographie, Vandana Shiva, certainement une des militantes indiennes écoféministes les plus connues, offre dans cet ouvrage un suivi chronologique de ses plus grands combats. À la fois altermondialiste, écologiste et féministe, Vandana Shiva ne pratique pas la segmentation : tous les curseurs sont toujours poussés en même temps et avec la même intensité. L'Inde est évidemment au cœur de ce livre. D'une richesse environnementale incommensurable, ce pays se voit sans cesse assiégé et pillé par des puissances occidentales, qui ne voient bien souvent dans ces immenses étendues qu'une grande aire de jeux où il suffirait de se baisser afin d'amasser de la richesse, sans aucune contrepartie. Enfin si, la destruction

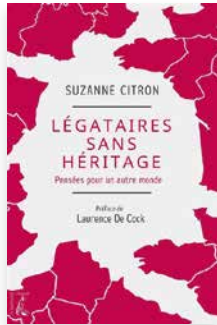
quasi systématique d'écosystèmes pourtant entretenus et protégés depuis des centaines d'années. Une attitude colonialiste et paternaliste destructrice que Vandana Shiva n'a cessé de combattre, depuis sa lutte au sein du mouvement Chipko jusqu'au rejet des OGM imposés et des monocultures forcées, en s'érigeant, partout où elle le pouvait, en défenseuse d'une culture, d'une histoire et d'une société qui se passerait bien des conseils et des bonnes pratiques empoisonnées des pays « des Nords ». Tout au long des neuf chapitres qui composent cet ouvrage – dont le contenu est parfois, reconnaissons-le, un peu chargé – les combats menés par l'autrice s'avèrent demeurer des combats contre une agression masculiniste du monde. Que cette agression provienne

de l'intérieur de l'Inde, où seules des femmes – se débarrassant d'injonctions à demeurer au foyer – ont efficacement endossé ce lourd rôle de protectrices d'un patrimoine agricole national, en immunisant autant que faire se peut les semences d'une multitude d'espèces vivantes, véritable trésor national indien. Ou que cette agression provienne de l'extérieur de l'Inde, cette fois-ci davantage désincarnée mais néanmoins portée par des multinationales qui n'ont pour ambition que de faire fructifier leurs capitaux en pillant les réserves du pays tout en tentant de privatiser des ressources dont il est pourtant impensable pour la population locale qu'elles ne puissent plus être profitables à l'ensemble de la communauté. Une invitation vivifiante à adopter urgemment d'autres paradigmes. **PV** \_





7



8



9

### Chocolaté // Sammy Manga // Écosociété, 2023

C'est l'histoire d'un petit garçon témoin du travail acharné de son grand-père dans sa plantation de cacao. C'est l'histoire d'un petit garçon qui grandit en étant témoin de l'exploitation des hommes noirs par les hommes blancs. Compte-rendu des dégâts environnementaux et humains causés par les délices chocolatés engouffrés par kilos par nos palets occidentaux, Sammy Manga, petit-fils de planteurs de cacao, Camerounais, auteur talentueux, signe une histoire forte, rageuse, qui dénonce avec justesse la souffrance d'hommes et de femmes de l'hémisphère sud pour le plaisir gustatif de celles et ceux du nord. Ouvrage anti-colonialiste, anticapitaliste, l'écriture poétique de Sammy Manga s'entremêle avec brio aux constats chiffrés et documentés des chercheuses et d'ONG internationales. Si on dévore *Chocolaté* sans retenir notre gourmandise, on mesurera toute la peine contenue dans le carré de chocolat qui accompagne sa lecture. CC \_

7

### Le Chant des Asturies // Alfonso Zapico // Futuropolis, 2023

*Le Chant des Asturies* d'Alfonso Zapico présente en 4 volumes (le dernier tome paraîtra en mai 2024) une véritable fresque. Celle de la « commune » des Asturies, cette région du Nord de l'Espagne, souvent ignorée, mais qui connut en 1934 grèves et révoltes ouvrières dans les paysages dévastés par les mines. De la fierté ouvrière, de la solidarité et de la dureté, de l'amour aussi : toute cette période est incarnée par des personnages à la destinée desquels on s'attache dans le tourbillon de la révolte. Dans un noir et blanc aux mille nuances de gris, Alfonso Zapico dessine paysages et personnages sans céder à un esthétisme qui ne serait pas de mise. C'est fort, c'est prenant, c'est beau comme quand les humains se dressent contre l'exploitation et le fascisme – car c'est bien le sinistre Franco qui coordonnera la répression d'une insupportable liberté ouvrière. Quand la nostalgie de la lutte et de la solidarité ouvre à l'espoir de leur résurgence... JFP \_

8

### Légataires sans héritage // Suzanne Citron // L'Atelier, 2023 (Rééd. 1978)

Décédée en 2018, l'historienne et militante Suzanne Citron est une personnalité encore peu connue bien qu'elle ait révolutionné une certaine façon de penser l'histoire et tout ce que ses récits charrient. En témoigne ce manuscrit récemment publié par les Éditions de l'atelier, « *Légataires sans héritage. Pensées pour un autre monde* ». Rédigé en 1978, il n'avait pas suscité l'enthousiasme parmi les éditeur-rices auxquelles Suzanne Citron l'avait soumis. Historienne de formation et militante anticolonialiste, elle y construit pourtant une pensée dont nous devrions pouvoir nous inspirer afin de décroïsonner nos imaginaires et contribuer à un monde plus inclusif. Elle y prône l'altérité culturelle et les mémoires plurielles en dénonçant le monopole de l'élite sur le monde en offrant de sérieuses pistes pour saisir le monde dans sa globalité et pas uniquement sous le prisme des lettrés-es. Elle convoque la « mémoire anthropienne », celle de l'homme en tant qu'espèce dont elle dit qu'elle a été refoulée par la mémoire des classes supérieures. Saisir le monde sous l'angle de cette nouvelle mémoire permettrait d'en saisir la globalité. Ainsi explique-t-elle : « *La mémoire historique est inséparable d'une sorte de génocide culturel (inconscient), parce qu'elle a exclu de son champ et*

*de sa perception les illettrés, voués aux tâches manuelles, à la rusticité.* » Son cheval de bataille ? Le système éducatif qu'elle dit organisé pour reproduire la domination de la bourgeoisie et empêcher l'émancipation sociale. Et qui crée un « *abîme entre ces savoirs supérieurs, construits à partir de la coupure originelle, cette culture rationnelle des hautes couches lettrées, et la culture du vécu enregistrée dans la mémoire anthropienne* ». Suzanne Citron nous invite à repenser notre système de valeurs afin que puisse y être intégrée la nécessité de reconquérir l'espace et le temps et ainsi sortir l'histoire telle que nous la raconte le récit façonné par les élites qui en ont manipulé les symboles à leurs fins. Elle nous emmène, au fil de ses pensées, dans une nouvelle perspective de l'héritage culturel occidental et ouvre des pistes de destruction du récit historique hégémonique pour « *devenir une force de proposition et de pression, qui aide à prendre des pouvoirs là où c'est nécessaire pour changer non pas "la vie" (formule abstraite et trop ambitieuse), mais "quelque chose à la vie", immédiatement* ». JR \_

## jeu vidéo



1

### **Helldivers 2 // Arrowhead Game Studios, 2024**

Succès surprise de ce début d'année, *Helldivers 2* est un titre coopératif à quatre joueurs mélangeant habilement le dynamisme des jeux de tir à la troisième personne et le chaos d'un party game. Sous son aspect bas de plafond, il dévoile une satire hilarante des démocraties autoritaires et bellicistes. *Helldivers 2* vous place dans la peau d'un soldat d'élite en prise avec des civilisations extra-terrestres pour défendre la Super-Terre. Extrêmement bien réalisé et amusant manette en mains, le jeu du studio Arrowhead propose une représentation à priori classique de la guerre dans les jeux vidéo. À la différence qu'ici, tout est présenté de manière outrancière : explosions spectaculaires jusqu'à l'excès, cris et slogans guerriers ridicules, ignorance glorifiée de l'adversaire, propagande télévisuelle pachydermique, valorisation d'une liberté imposée par

les armes... En somme, *Helldivers 2* incarne une version cartoonesque de *Call of Duty* (Activision, depuis 2003) qui en ridiculise le propos politique réactionnaire et impérialiste. Les joueurs ne s'y sont pas trompés puisqu'ils valorisent ce propos parodique à travers leurs créations en ligne et s'impliquent massivement dans les polémiques autour du jeu dont les réseaux sociaux ont le secret. Les développeurs ont d'ailleurs pris à plusieurs reprises position défendre leur approche inclusive et coopérative du média. Le succès inattendu et hors-norme d'*Helldivers 2*, un jeu au budget moyen, indique que si les blockbusters conservateurs dominent encore la guerre culturelle vidéoludique, les titres progressistes qui s'en moquent ouvrent de belles perspectives pour l'avenir. **JA** \_

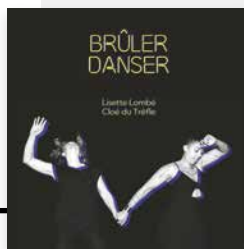


2

### **September 12th: A Toy World // Newsgaming, 2003**

Septembre 2001, les États-Unis ont déclenché leur « Guerre contre le terrorisme ». Vous êtes un pilote de drone militaire prêt à bombarder un village pour en éliminer les terroristes, programme habituel de tant de jeux vidéo. Bienvenu dans *September 12th*. En 2003, un groupe de créateurs et créatrices uruguayens rassemblés autour de Gonzalo Frasca décide de mettre en œuvre le concept de « newsgames », des jeux vidéo journalistiques évoquant un fait d'actualité. Seuls deux jeux seront produits avant la mise en sommeil du collectif, dont *September 12th*. Jeu vidéo d'action a priori classique, il reprend les codes visuels des images diffusées par les JT, l'orientalisme d'un Irak de pacotille, le manichéisme politique de la question du terrorisme et l'évidence de la violence militaire pour y répondre... avant de les pervertir une fois la partie lancée. Car loin de ressentir le plaisir régressif habituellement dispensé par les jeux de guerre, le joueur se voit frustré de ne pouvoir raser le village ni tuer les ennemis sans toucher les civils. Et chaque victime civile déclenche les larmes des habitants de la ville l'environnant avant de les transformer en combattants. Évitant toute explication et s'exprimant quasi exclusivement qu'avec des moyens vidéoludiques, *September 12th* illustre la puissance des mécanismes des jeux vidéo comme outils politiques. Certes, la simplicité, voire la simplification, de la représentation de *September 12th* peut dérouter. Mais rarement une œuvre aura démonté une propagande si puissante avec une telle économie de moyens, tout en déconstruisant le cycle sans fin de la violence et en rendant aussi évidente l'impasse de la Guerre contre le terrorisme. **JA** \_

## musique



1

### **Brûler Danser // Lisette Lombé & Choé du Trèfle // 2023, Trèfle Prod**

La remontada, vous connaissez ? Si vous êtes passionné-e de sport, vous connaissez certainement ce terme espagnol et avez même peut-être en tête quelques matchs de foot qui sont entrés dans l'histoire. Intégrée au dictionnaire il y a quelques années, la remontada est ainsi une « remontée du score inattendue permettant à l'équipe qui perd d'emporter la victoire dans un match de football, alors qu'il y avait un grand écart de points entre les deux équipes ; par extension, victoire inespérée d'une équipe ou d'un joueur lors d'une compétition quelle qu'elle soit ». Mais Remontada, avec une majuscule, c'est aussi une femme dont on suit l'émancipation

au fil des morceaux de l'incroyable « Brûler Danser » de la slameuse Lisette Lombé et de la musicienne Chloé du Trèfle. Chacun est une étape, un moment de vie, un éclat de cette femme dont on ne sait finalement pas grand-chose. Les mots scandés au rythme des sons électroniques ouvrent la porte de nos imaginaires pour laisser place aux émotions. Car comment ne pas s'insurger lorsqu'il est question d'agression, comment ne pas s'enthousiasmer quand on sent la puissance du ventre, comment ne pas danser pour accompagner la reconquête de soi de Remontada ? Des centaines

de spectateur-rices ont pu vibrer en assistant à la performance des deux puissantes artistes qui tournent sur les scènes francophones depuis plusieurs mois. Iels sont souvent monté-es sur scène pour y rejoindre Lisette et Chloé... Moi, j'ai dansé dans mon salon, portée par cette composition dont l'intensité n'a d'égale que la douceur. Leur album vient en quelque sorte boucler la boucle de cette remontada jouissive où le slam n'en est plus, accompagné qu'il est des sons mixés entre basses furieuses et nappes sonores enveloppantes. Un chemin de résilience salvateur. **JR** \_

film

1

### **Il reste encore demain (C'è ancora domani) //** Un film de Paola Cortellesi, 2023

Dans l'Italie d'après-guerre, Délia (Paola Cortellesi – la réalisatrice – une femme derrière et devant la caméra) raconte l'histoire des femmes italiennes. Un récit en noir et blanc, celui des femmes au sortir du fascisme qui, libérées, respirent à peine... La guerre est peut-être finie mais pas encore celle menée par le patriarcat contre les femmes : elles étouffent, elles virevoltent sous les coups, les insultes et la précarité d'une société patriarcale qui continue de ne faire d'elles qu'une bouchée. La bouchée d'un pain qui arrive péniblement à table. Car le quotidien de Délia est fait de débrouille avec trois enfants à nourrir et un mari violent. Mais aussi un quotidien fait d'espoir, celui de voir sa fille arriver à s'émanciper et les violences s'arrêter. Au fil du récit des résistances émergent et une solidarité entre les femmes s'organise, faite de regards et de courriers échangés. Des femmes bourgeoises aux femmes des quartiers populaires, chacune à leur manière se prépare pour marquer l'histoire. Bien sûr, à travers l'histoire de Délia, c'est toute l'histoire des femmes et de leurs droits qu'on esquisse. C'est aussi l'histoire des femmes de demain. Parce qu'« il restera encore demain » pour que cela change. Avec cinq millions d'entrées en Italie, le film fera écho à l'insoutenable réalité que rien n'a finalement changé dans ce pays. Au moment de sa sortie, en novembre 2023, l'Italie fera face à son 106<sup>e</sup> féminicide de l'année, qui sera pour une fois traité par les médias et les politiques autrement que comme un simple fait divers grâce à l'action des proches de la victime Giulia Cecchettin pour politiser son meurtre. Les deux évènements vont catalyser la colère du mouvement féministe italien « non una di meno » (pas une de moins) appelant toutes les femmes à sortir dans la rue le 25 novembre 2023, Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, pour dénoncer l'aspect systémique des violences patriarcales. Dans les rues de Rome raisonnera alors le poème de l'activiste péruvienne Cristina Torres-Càceres : « Si demain c'est moi maman, si demain je ne rentre pas, détruis tout. Si demain c'est mon tour, je veux être la dernière » qui résumera le besoin pour les jeunes femmes italiennes que le système change. **MD** ]



2

### **Skunk //** Un film de Koen Mortier, 2023

Skunk – putois en anglais – fait partie de ces films qui s'impriment sur la rétine et dont certaines scènes deviennent indélébiles. Koen Mortier, producteur et réalisateur bien connu dans le Nord du pays, propose ici une immersion crue et brutale dans le quotidien de jeunes, au parcours chaotique et qui ont fini par atterrir en centre fermé. Pendant presque deux heures, l'horreur côtoie la violence, la joie éphémère côtoie la haine profonde. Et pourtant, ce film traite d'amour. Mais prise en négatif, comme sur une pellicule photo. Il dépeint ce qu'un être humain, le jeune Liam en l'occurrence, peut devenir en étant coupé de toute affection familiale et en ne connaissant que la déprivation et les coups pour quotidien. Une brutalité qu'il fera sien à son tour et qui l'amènera, trop jeune, à être privé de liberté. Mais c'est aussi là que, pour la première fois, il recevra de la tendresse de l'équipe éducative, dévolue tant bien que mal à sa fonction d'offrir une ultime chance à ces jeunes. Liam ne saura que faire de cet amour, tel un poids trop encombrant et trop lourd, profondément déstabilisé par des marques d'attention qu'il n'a jamais connues et tirailé entre un passé hostile et un futur plus humain mais dont il ne possède aucun code. Un film à l'esthétique soignée, qui défile à cent à l'heure et soutenu par une bande-son irréprochable, composée par Amenra (Colin H. van Eeckhout, vocaliste de la formation, fait par ailleurs ses premiers pas en tant qu'acteur en interprétant l'immonde père de l'adolescent). Skunk n'est pas le genre de long métrage à voir si on a un petit moral. Il revêt par contre une importance cruciale afin d'éveiller les consciences quant à la situation totalement désastreuse que vivent encore certaines familles à l'heure actuelle (le film étant le reflet édulcoré de faits réels), tout en rendant justice à ces métiers du social qui tentent de redonner de l'humanité là où toutes les lumières avaient été éteintes. **PV** ]



## Où nous trouver ?

**Nous sommes distribués dans près de 50 lieux culturels, mais pour être sûr de nous trouver, rendez-vous chez nos partenaires :**

### Librairie Poëtini

Rue de Roumanie 28, 1060 Saint-Gilles

### Ozfair

Av. Jean Volders 9, 1060 Bruxelles

### Librairie Herbes folles

Rue Saint-Guidon 30, 1070 Anderlecht

### Librairie Quartier libre

Ch. d'Alseberg 374, 1180 Uccle

### Barricades – Librairie Entre-Temps

Rue Pierreuse 15, 4000 Liège

### Librairie Papyrus

Rue Bas de la Place 16, 5000 Namur

### Centre culturel L'Eden

Bd Jacques Bertrand 1/3,  
6000 Charleroi

**Abonnez-vous sur  
[www.agirparlaculture.be](http://www.agirparlaculture.be)**

# Ma Sécurité, notre capital

Débats pré-électoraux sur  
les enjeux de la Sécurité sociale

16/04 \* 19:00 → Braine-l'Alleud

27/04 \* 17:00 → Court-Saint-Étienne

16/05 \* 19:00 → Namur

21/05 \* 19:00 → Tournai

23/05 \* 19:00 → Verviers

28/05 \* 19:00 → La Louvière



Plus d'infos → [pac-g.be](http://pac-g.be)

TÉLÉCHARGER  
LE LIVRE BLANC

